

MOUVEMENT POUR LE SOCIALISME

PROGRAMME DU PARTI SUISSE DU TRAVAIL

discuté et adopté lors du 14 congrès de:

Prilly le 4 et 5 mai 1991

Genève les 7 et 8 septembre 1991

Préambule

En cette fin de siècle l'histoire s'accélère. L'effondrement des régimes socialistes autoritaires de l'Est a bouleversé l'ordre du monde. Les sociétés à régime capitaliste sont elles-mêmes profondément perturbées. Leur crise se caractérise principalement par le développement d'une société à deux vitesses, l'apparition d'une nouvelle pauvreté, la persistance d'un chômage endémique, ainsi que par la chute dramatique du niveau de la pensée critique, de l'éthique, de la création et de la vie culturelle. Dans cette situation, les forces capitalistes se redéplient partout pour tenter d'imposer leur domination sur le monde, en particulier par une exploitation sans merci du tiers monde qui étouffe sous le poids de la dette et de la misère.

C'est pourquoi, alors que de toute part l'on proclame la mort de Marx et des idéaux du socialisme, nous voulons aujourd'hui plus que jamais prendre résolument le contre-pied des idées dominantes et pousser notre réflexion politique à l'aide d'un nouveau programme.

Cela nous contraint aussi à repenser notre propre histoire et les bases de notre action politique dans des termes qui ne sont plus ceux de la bipolarité blanc-noir forgés au temps de la guerre froide. Dans une société en pleine transformation, les enjeux passent par la capacité de penser de manière profondément et continuellement novatrice. Aujourd'hui nous travaillons à créer une nouvelle identité, non seulement par rapports aux bouleversements intervenus dans l'histoire du socialisme, mais aussi aux fantastiques mutations de la société. Cette identité doit s'enrichir des expériences accumulées au cours des années par l'ensemble des forces progressistes, la question centrale restant pour nous celle des voies et des moyens du socialisme démocratique que nous voulons construire.

Notre ambition et notre projet politique ne se limitent à gérer le mieux possible la société actuelle. Il ne s'agit pas seulement de réformer l'économie, l'Etat, les structures sociales, d'en corriger les effets négatifs, mais de transformer la société. Notre priorité, c'est l'être humain, le sens et la qualité de sa vie, ses droits, sa citoyenneté, toutes ses possibilités d'épanouissement, les rapports sociaux de justice, de solidarité et d'égalité.

Nous avons la volonté d'agir pour l'avenir, pas seulement de comprendre et de gérer. Et nous savons plus que jamais qu'un tel projet doit se poursuivre sans dogmes, car ceux-ci conduisent à la stratification de la pensée, au blocage de l'action, à la mort de l'imaginaire.

De nouveaux et dramatiques problèmes sociaux surgissent de la profonde différence dans le développement des peuples, entre pays riches et pays pauvres. Le dynamisme aveugle du capitalisme, dans la phase actuelle de sa domination, dresse en fait un véritable mur d'inégalités entre les régions, les peuples et les hommes dans tous les domaines de la vie. L'avenir de l'humanité dépendra en grande partie de la capacité des pays industrialisés à écouter les paroles venues du tiers monde et à accorder enfin aux jeunes Etats et à leurs peuples la liberté et les moyens de choisir en toute indépendance leurs propres critères de développement et une réelle possibilité de se libérer de leur dépendance économique.

Des liens étroits unissent l'histoire des hommes et l'équilibre écologique dont dépend la survie même de la planète. Ces liens posent avec force la nécessité d'une utilisation plus rationnelle et d'un partage plus équilibré des ressources naturelles afin d'assurer à chacun la couverture de ses besoins fondamentaux.

Pour répondre aux fantastiques enjeux de notre époque il faut ouvrir de nouvelles perspectives. Nous croyons que si certaines vues politiques qui se sont dégagées des théories de Marx et qui ont conduit à des déviations dogmatiques catastrophiques doivent être définitivement rejetées, la critique du capitalisme de Marx et ses instruments d'analyse gardent toute leur fécondité. Il nous faut développer de nouvelles stratégies prenant en compte de manière critique les multiples courants de pensées, l'histoire et les acquis du mouvement pour le socialisme. Les objectifs du marxisme sont d'abolir l'exploitation des hommes et les rapports de domination ses buts ne sont ni d'interdire, ni de réprimer mais bien de construire et d'accomplir.

Ce qui compte avant tout, c'est le contenu politique des réformes.

Notre époque

L'humanité est désormais caractérisée par un système d'interdépendance complexe. Mais le formidable développement des forces productives, la technologie des communications et la mobilité planétaire ne se manifestent pas globalement sous la forme d'une libéralisation de l'humanité, mais comme une aggravation de la misère des trois quarts de la population de la terre, une augmentation des risques et une menace fondamentale pour l'humanité. C'est pourquoi le monde a un besoin urgent de forces de gauche capables d'opposer à la stratégie des puissances impérialistes et des sociétés multinationales une alternative et de rendre aux valeurs du socialisme leur signification réelle: humanisme, respect de l'homme, solidarité, coopération, paix et désarmement, défense de l'environnement, respect de la vie et des ressources de notre planète.

Problèmes planétaires

Ce qui caractérise notre époque, c'est que, dans le monde, l'humanité est liée, malgré des systèmes sociaux différents, par des interdépendances multiples d'ordre économique et écologique.

- Le développement des forces productives permet un tel degré d'impact de l'intervention humaine dans la nature que l'existence des hommes et des femmes peut en dépendre à l'échelle du globe. Le potentiel destructeur des puissances nucléaires constitue une menace réelle sur nos têtes, en dépit des premiers pas vers le désarmement.

- Le commerce axé sur le profit immédiat, qui sacrifie les ressources naturelles et les conditions de l'environnement, a conduit à une mise en danger de l'équilibre écologique. L'exploitation inconsidérée de la nature, notamment la destruction des conditions de la production agricole par l'emploi forcé d'engrais, l'anéantissement des forêts tropicales, les monocultures menacent l'approvisionnement de l'humanité en vivres. La production irréfléchie et la libération de substances toxiques et de déchets industriels mettent en péril les écosystèmes des mers et modifient le climat de la terre.

- Ces évolutions sont exacerbées par la polarisation extrême entre pays industriellement développés d'un côté et pays sous-développés de l'autre.

Notre époque demande des pas rapides et énergiques pour juguler ce potentiel aigu de dangers. La solution rapide de ces problèmes planétaires ne peut se faire que par une coopération internationale. Ceci d'autant plus qu'actuellement le potentiel technologique et économique nécessaire à la restauration d'un équilibre écologique ne peut être fourni que par les pays capitalistes industrialisés.

Des processus historiques en cours sont en mesure de tenir tête aux menaces qui pèsent sur l'humanité, ainsi qu'au nouvel ordre international recherché par les Etats-Unis:

- - la reconnaissance et le renforcement du principe des droits des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance;
- - la modification des termes de l'échange nord-sud;
- - le renversement des processus de production économique destructeur de la vie sur terre au profit de processus radicalement différents, intégrant la protection de la nature;
- - . Le développement d'une économie et d'une politique de paix accélérant les processus de désarmement et de reconversion de l'économie.
- - La démocratisation des relations internationales y compris de toutes les organisations de l'ONU
- - la création d'un monde basé sur l'intégration régionale;
- - l'unification politique de l'Europe.

Dans ces processus, la priorité doit être accordée à toutes les voies d'actions qui enrayent l'injustice, l'inégalité des droits, la ségrégation sociale, l'exploitation des hommes, des femmes et des enfants et la préservation de la nature, dont l'humanité est partie, en Suisse, mais aussi dans le monde. Si l'ordre économique mondial appauvrit, selon une dynamique qui profite matériellement aux sociétés des pays industriels, les régions du monde les plus défavorisées de la terre, une rupture de ce système est nécessaire.

Rapports "Nord-Sud" - Tensions et contradictions

Ces tensions et contradictions ne s'arrêtent ni aux frontières des Etats, ni aux systèmes sociaux différents. Evénements, transformations et catastrophes survenus dans une région affectent le devenir de la planète entière en quantités impossibles à prévoir.

La contradiction la plus inacceptable demeure l'opposition entre une minorité qui contrôle le destin du monde et les masses qui le subissent comme une fatalité. Les victimes se trouvent dans les pays du sud, comme dans les sociétés industrielles.

Dans le tiers monde, elles souffrent des hécatombes de la faim, des désastres de la sécheresse cyclique, du continuel sous-développement des économies périphériques, des chutes répétées du prix des matières premières, d'une

démographie incontrôlée, de l'affectation des terres aux cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, de l'aliénation sous toutes ses formes, de la privation des droits élémentaires à la santé, à la formation, à la jouissance de la terre, à l'autosuffisance, etc. Les maladies arrêtent le développement physique et mental dès la naissance, les familles sont éclatées, les enfants sont à l'abandon, se prostituent, les bidonvilles s'étendent en océans, les guerres entre voisins exsangues se multiplient. Les immenses trésors culturels que recèlent encore les peuples d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, qui sont moyens de résistance, de proposition, de vie, partie de l'identité et du patrimoine commun de l'humanité, risquent de se perdre.

Grâce à des crédits généreusement alloués - aux taux d'intérêts excessifs - les nations industrialisées réussirent à asservir de nombreux pays du tiers monde et à en faire, pour des décennies, les esclaves de leur propre dette extérieure. Il est démontré que ces Etats sont à peine capables d'honorer les intérêts courants - sans parler du remboursement des dettes. Au contraire, ils se chargent de nouveaux crédits pour pouvoir rembourser les intérêts des précédents. De cette manière, les dettes initiales ont déjà été remboursées plusieurs fois, sans avoir disparu pour autant. Il s'est créé un véritable automatisme de l'endettement. La seule solution pour sortir de cette crise est la radiation radicale des créances, au moins pour autant qu'il s'agisse de dettes "anciennes", effectivement remboursées depuis longtemps.

Dans les pays du nord, les stratégies économiques et financières sont décidées par les dirigeants dans l'abstrait, à seule fin de rendement et de profit, sans qu'il soit tenu compte des hommes et des femmes pour lesquels, pourtant, les gouvernements sont censés gouverner et l'économie produire. La pauvreté progresse avec le chômage, la précarité de la famille, l'insuffisance des mesures sociales. La rationalité marchande s'étend, des pans entiers de la culture et de la mémoire collective se délabrent. L'ère du vide qu'annonce la société post-industrielle et médiatique n'est pas un progrès. Le monde n'est pas pur spectacle. Le triomphe de l'individualisme forcené, de l'esprit de concurrence sur la raison de solidarité, la réduction de l'homme à sa fonctionnalité marchande préparent à une vitesse qui s'accélère une régression de civilisation.

La concurrence économique entraîne une sous-enchère entre les entreprises, qui compressent leurs coûts en diminuant les salaires des plus exploités (car les plus fragiles) et en continuant de piller les ressources naturelles comme si celles-ci étaient à disposition de manière illimitée.

Structures patriarcales

La persistance de structures sociales patriarcales caractérise encore notre époque. En dépit de l'égalité formelle en droits dans les sociétés capitalistes comme dans les sociétés socialistes, malgré l'intégration d'une grande partie des femmes dans le processus de production. Il n'existe pas d'égalité véritable.

Qu'il n'y ait pas de libération de l'humanité sans l'indépendance sociale et l'égalité des sexes est une vieille thèse du mouvement socialiste, valable encore aujourd'hui. A cet égard, il ne suffit pas de modifier les rapports de propriété des moyens de production et d'éliminer les modes de production capitalistes. Il est vrai que les conditions patriarcales sont favorisées par les structures sociales du capitalisme et contribuent grandement à son fonctionnement; mais elles ont existé avant lui et ne disparaissent pas avec lui. Elles demandent au contraire une analyse et un dépassement spécifiques, ce qui peut déjà se faire à l'intérieur des structures sociales capitalistes.

Les structures patriarcales ne se trouvent pas que dans le domaine économique, mais embrassent encore les secteurs social et culturel, la science et l'évolution technologique. La libération du genre humain présuppose la libération de la femme dans tous ces secteurs de la vie.

Ethnocentrisme et racisme

L'ethnocentrisme relègue les autres civilisations à un degré inférieur, notre propre culture fournissant à ce propos les normes et les fins. Le marxisme n'a pas été exempt de cette attitude. Dans les sciences, les points de repères de départ et de références, étaient notre culture européenne et ses valeurs. Ce n'est que lentement que s'entrouvre cet horizon restreint et que nous prenons note des analyses des mondes d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie pour pondérer nos jugements.

Le racisme représente une pratique sociale qui nie les connexions économiques, les rapports sociaux et l'histoire de l'homme pour projeter les conditions sociales dans la nature. Le racisme se sert de caractéristiques physiques pour classer les groupes ethniques.

Le racisme et l'ethnocentrisme contribuent au maintien des formes de dominations. Qui se soumet aux normes et aux formes de domination de sa propre société accomplit par là-même une surévaluation de son propre groupe. L'identité culturelle qui en résulte expérimente l'acceptation et la soumission aux normes et modes de conduite comme une force. Le racisme et l'ethnocentrisme se retrouvent de ce fait justement aussi dans les couches socialement défavorisées.

Les victimes que le racisme a déjà faites en Suisse, ainsi que l'écho favorable qu'il trouve de plus en plus (certains médias et la politique concernant les étrangers et le droit d'asile y sont pour quelque chose) exigent des stratégies et une politique antiracistes. Pour éviter le risque de sous-estimer l'importance politique de ce qui chemine dans l'inconscient social, il faut prendre au sérieux les tissus sous-jacents et contradictoires en leurs principes du racisme. Une politique antiraciste ciblée uniquement sur le rationnel ne peut que demeurer un antiracisme démuné.

Par conséquent, le racisme n'est pas non plus un problème émanant des immigrants ou des réfugiés, mais essentiellement une question concernant notre propre société, incapable de savoir s'y prendre avec des minorités. Il convient donc de viser non pas une nouvelle politique d'immigration, mais d'édifier une nouvelle culture politique "interne".

Le développement #des forces productives

Le développement des forces productives a pris au cours des deux dernières décennies une allure galopante. Dans cette "révolution technico-scientifique", ce sont les formations sociales capitalistes qui ont déterminé et dominé les modes et règles de l'évolution.

Les atteintes à la vie sur terre par la destruction de la nature sont parvenues, nous l'avons dit, à des niveaux alarmants. Ces atteintes sont les corollaires du développement matériel formidable de la civilisation occidentale, celui des forces de production, de la science et de la technologie. La survie de l'existence de l'humanité, de la vie animale et végétale, de la planète telle que nous la connaissons s'en trouve mise en péril. Citons le potentiel destructeur des puissances nucléaires, l'utilisation massive de l'énergie atomique à des fins dites pacifiques, les technologies génétiques qui peuvent causer des modifications irréversibles et des évolutions distordues de la biosphère, l'effet de serre produit par la gigantesque combustion quotidienne des matières fossiles, le déboisement tragique des grandes réserves forestières de la planète entraînant modifications climatiques et désertifications.

Cette mise en danger de l'équilibre écologique, des écosystèmes des terres et des mers a été favorisée par la quête du profit immédiat, l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles, la recherche du meilleur rendement, en particulier dans l'agriculture par l'emploi de quantités effarantes d'engrais et la monoculture, la production irréfléchie de substances toxiques et de déchets industriels. Les sciences et les technologies qui ont permis la plupart de ces "progrès" se révèlent comme aveugles à la réalité profonde de la nature, y compris la nature humaine, n'ayant de fins qu'en elles-mêmes et dans les pouvoirs qu'elles procurent.

Une telle situation ne peut plus être éludée par personne. Elle fait prendre conscience que les hommes et les femmes sont partie de la nature et qu'en la combattant, ils se condamnent eux-mêmes. Elle impose une rupture radicale dans notre conception du développement des forces productives, développées depuis la Renaissance: celle d'un progrès continu rendu possible par le travail, le développement matériel, scientifique et technique, le combat de l'homme, sa victoire sur la nature. Cette pensée est définitivement mise en échec en cette fin du deuxième millénaire. Toute la philosophie classique du progrès imprégnant les théories économiques capitalistes comme celles du marxisme, exige d'être repensée. Au lieu de chercher à refouler et vaincre la nature, il apparaît qu'en la préservant, en la respectant, voire en l'entretenant, l'humanité aurait une chance de retrouver ses fondements et une perspective d'avenir.

S'agissant de la technologie de l'ordinateur et la technique robotique, elles peuvent favoriser le progrès social, si elles sont appliquées de façon adéquate. Il convient néanmoins de rester attentif aux problèmes de la santé en liaison avec le travail à l'écran. Par ailleurs cette technologie modifie de façon radicale les conditions de travail et de vie. La distinction habituelle entre travail manuel et travail intellectuel perd de son actualité. De larges plages de travail sont de plus en plus intellectualisées. Des capacités de travail, certaines cultures du travail subissent des changements, sont marginalisées, voire détruites. Le mode de vie, lui aussi, est modifié par la révolution du mode de production.

Au traitement d'informations se joint par le développement de systèmes d'experts ("intelligence artificielle") le traitement du savoir. Celui-ci n'étant plus seulement limité à une logique binaire, mais capable de traiter le savoir en fonction de probabilités, voire d'une logique plurivalente, de nouveaux espaces s'ouvrent à la pénétration capitaliste, qui jusqu'à présent lui résistaient. Le fait que l'ensemble de l'évolution des forces productives soit promu et favorisé par le capital international signifie que ce processus recèle une dangereuse dynamique de chômage et de déstabilisation. Le développement a d'ailleurs lieu pour une bonne part dans le secteur militaire et dans des domaines où les ingénieurs et les informaticiens tentent de faire triompher leur idéologie techniciste et de l'asseoir sous le signe de leur hégémonie.

La surreprésentation des hommes parmi les spécialistes indique que les technologies des ordinateurs ne sont pas seulement déterminées par la domination du capital, mais encore par les relations entre les sexes et l'idéologie raciale. Contrairement aux promesses de grande égalité des chances qu'offriraient les nouvelles technologies, les examens empiriques ont démontré que, dans leurs applications, elles permettent aux hommes de l'emporter quant à leurs "chances" - dans leur intérêt.

Les pays du tiers monde sont pour le moment presque entièrement exclus de cette évolution des forces productives. La révolution technologique passe dans une large mesure à côté d'eux, exception faite d'équipements en armements et de biens de consommation électroniques. Seuls les centres urbains sont reliés aux réseaux de la télécommunication globale, ce qui provoque un isolement et un éloignement croissants du tiers monde par rapport aux pays industrialisés. Du même coup, suite à ce déficit technologique et au contrôle des groupes internationaux sur les prix du marché mondial des matières premières et des produits énergétiques, la dépendance des pays du tiers monde à l'égard des pays industrialisés augmente.

Mais les pays européens se trouvent aussi dans la mouvance des Etats-Unis et du Japon, en ce qui concerne le domaine de la haute technologie. Au milieu des années 80, tous les marchands européens de grands ordinateurs durent passer des accords avec les maisons américaines et japonaises, portant sur le transfert de technologie.

Le modèle selon Ford des pays industrialisés, avec son régime accumulateur et ses modes de régulation et son hégémonie, se trouve en crise. Il tombe sous le sens que la Suisse est impliquée dans cette évolution. La situation d'une "Suisse à part", de la "Suisse S.A." subira dans les années à venir de grands changements, voire des crises en rapport avec l'adaptation nécessaire aux nouvelles données internationales.

L'actualité du socialisme

De longues années de stagnation politique, économique et culturelle ont présidé à l'effondrement des régimes socialistes autoritaires, issus du stalinisme. La politique des partis communistes avait donné naissance à des sociétés bureaucratiques, dont les responsables étaient coupés de la réalité quotidienne, discrédités et souvent corrompus. Il en résulta une sclérose des sociétés de l'Europe de l'Est, le blocage de toute initiative, la mort de tout dynamisme et de l'imagination. En conséquence, le tournant de la révolution scientifique et technologique fut raté déjà dans les années 70.

Cette politique a précipité les pays en question dans une crise profonde, qui affecte tous les domaines de la vie. Ceux qui ont transformé en dogmes les principes du marxisme se sont détournés de l'essence et des fondements du socialisme, c'est-à-dire de la participation active et responsable de tous au façonnement de la société.

La fin du socialisme autoritaire ne signifie cependant pas la mort des idéaux communistes, que veut réaliser le mouvement socialiste. L'édification d'une société plus juste, solidaire, sans exploitation de l'homme et en harmonie avec la nature reste un but réaliste. Comme le capitalisme est un système économique dans lequel seuls les plus forts subsistent économiquement, il entrave l'institution d'une telle société. L'histoire nous a appris que les régimes capitalistes ont aussi recours à la domination fasciste, lorsqu'ils estiment leurs intérêts en danger. Les facettes de cet autoritarisme anti-humaniste comprennent aussi en partie le fondamentalisme religieux croissant, la xénophobie savamment entretenue, l'antisémitisme et le nationalisme débridé que connaissent aujourd'hui différentes régions de la terre, y compris la Suisse.

Le monde a un besoin urgent de forces de gauche capables de rendre aux valeurs du socialisme leur signification réelle: humanisme, respect de l'homme, solidarité, coopération, paix et désarmement, défense de l'environnement, respect de la vie et des ressources de notre planète. Le Parti suisse du Travail se veut une telle force; son action politique vise une société dans laquelle les hommes et les femmes, libérés de toute exploitation et oppression, vivent et travaillent en communauté solidaire et en harmonie avec la nature.

Critique du capitalisme suisse

Les conditions de production capitaliste constituent aujourd'hui encore un obstacle important au développement et à l'utilisation positive de toutes les possibilités offertes par les sciences et les techniques. Le moteur de cette production qui n'est nullement orienté par les besoins des femmes et des hommes est réalisation du profit maximum. La richesse de la Suisse est pour une bonne part fondée sur l'exploitation impérialiste du tiers monde. Il est impossible d'abolir cette exploitation et cette distribution inégale des biens aussi longtemps que l'on produit et consomme dans des conditions capitalistes. Le bien-être relatif d'une majorité s'accompagne de la disqualification sociale et matérielle d'une minorité. La séparation du travail rémunéré et du travail privé non payé assure la continuité des structures patriarcales sous le mode de production capitaliste. Mais, nous l'avons dit, l'égalité économique et sociale de l'homme et de la femme n'a pas automatiquement pour conséquence le dépassement de ces structures, elle crée seulement une des conditions de ce dépassement.

Les structures démocratiques de la Suisse actuelle ont été construites et utilisées pour préserver l'Etat bourgeois. Quand l'Etat de droit ne suffit plus à son maintien, l'Etat bourgeois se défend par des moyens antidémocratiques. C'est ainsi que pour la bourgeoisie de droite, la démocratie ne saurait exister pour celles et ceux qui préconisent une autre forme de société. En outre, dans des domaines-clés de la vie publique et sur les lieux de travail, la démocratie est absente.

Le rôle de la Suisse #dans l'économie mondiale

Notre pays vit les contradictions et distorsions d'une évolution économique non contrôlée qui caractérisent aussi nos voisins, et en pâtit. Il est vrai que s'y ajoutent encore quelques particularités.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, notre pays s'est trouvé dans la situation privilégiée d'un pays au potentiel industriel intact et a eu la possibilité d'employer une main-d'oeuvre étrangère privée de droits, nombreuse et à de bas salaires. Cette situation amena des avantages concurrentiels massifs aux entrepreneurs suisses par rapport aux entreprises des pays voisins, situation encore favorisée par la complicité des syndicats placés sous le régime de la paix du travail et du Parti socialiste suisse, appâté par la participation au pouvoir gouvernemental. Le développement économique qui en est résulté a sans aucun doute amélioré considérablement les conditions de vie d'une partie appréciable de la population. Cela s'est fait au prix d'une dépolitisation croissante d'une part importante des citoyennes et des citoyens, d'un recul du Parti socialiste suisse et de l'Union syndicale suisse délaissant la politique autonome de classe et d'une exploitation croissante de la grande majorité des salariés.

Les grandes entreprises suisses ont étendu leurs activités à tous les continents. Elles participent activement à l'exploitation du tiers monde, au chantage continu, à la corruption de gouvernements sans scrupules et, partant, à l'appauvrissement progressif des populations concernées. Elles déplacent dans des pays aux contrôles laxistes des branches de production créatrices de nuisances et les parties des entreprises mettant à contribution une forte main-d'oeuvre en des lieux de bas salaires. Le capital financier, résultat de la liaison du capital industriel avec le capital du secteur tertiaire sous la conduite du secteur bancaire dont l'expansion a dépassé toutes les mesures, est devenu une pieuvre dirigeant le développement capitaliste et dominant l'ensemble de la politique suisse.

Les banques suisses ont d'abord servi de refuge aux capitaux des pays voisins, placés soit pour être soustraits au fisc, soit de crainte de modifications politiques dans les pays d'origine - changements qui paraissaient impossibles dans cette Suisse proverbiallement stable. Par la suite, cette hospitalité a été étendue de façon toujours plus indécente aux millions et aux milliards des divers dictateurs du tiers monde, qui voulaient mettre en sûreté ce qu'ils avaient extorqué à leurs peuples spoliés et asservis avec la complicité de pays occidentaux. Des banques suisses ont aussi participé assez sérieusement à l'endettement du tiers monde en accordant généreusement des crédits à des taux d'intérêts énormes, réalisant de formidables bénéfices. Et finalement, elles n'hésitent pas à blanchir les profits découlant du trafic d'armes et de drogues, transformant la place financière suisse en plaque tournante de ce commerce peu reluisant et lié aux marchands de la mort.

Les représentants du capital financier ne règnent pas seulement sur l'économie; ils ont aussi conquis le pouvoir politique. Le processus politique est déterminé et marqué par les décisions d'ordre économique, prises dans les centres de l'économie et de la haute finance.

La Suisse et l'Europe

Nous envisageons une Europe unie, dans laquelle chaque Etat évolue égal en droits, contribue au bien-être des autres Etats, s'ouvre à la solidarité et à la coopération avec les pays du tiers monde, afin d'assurer également à ceux-ci un avenir meilleur, une Europe qui serait pourtant décentralisée et attribuerait aux régions un rôle important. Nous pensons que l'Europe doit s'édifier maintenant et que la Suisse doit y prendre part. Il s'agit de faire en sorte que l'Europe de demain ne soit pas celle du grand capital, mais celle des travailleurs et des travailleuses. Notre conception de l'Europe inclut de manière égale les aspects sociaux, économiques et écologiques. L'intégration européenne ne doit pas se concevoir dans le repli sur soi, mais dans l'éclairage d'une vision mondiale.

La société des deux tiers

La Suisse est aujourd'hui un pays d'un bien-être très élevé. Une grande partie de la population profite de la puissance économique du pays. Ce bien-être matériel fournit aussi l'assise de l'hégémonie de la bourgeoisie et le consensus fondamental de larges couches de la population, qui adhèrent au système économique en vigueur.

Mais la richesse de notre société n'est que partiellement le fruit de l'application et de la volonté d'arriver. Pour une bonne part, elle est aussi fondée sur l'exploitation des peuples du tiers monde et des transferts financiers qui n'ont rien à voir avec nos propres prestations.

La richesse de la société est aussi très inégalement répartie. A côté d'une couche supérieure relativement peu importante, mais extrêmement riche, il y a en Suisse des milieux considérables de gens vivant dans des conditions matérielles garanties et disposant en partie aussi de réserves financières. Leurs revenus leur permettent un mode de vie qui satisfait, en plus du minimum vital encore les loisirs liés à leur état. Cette couche moyenne, qui comprend surtout des personnes nanties d'un plein emploi et de leurs proches, connaît la mise en danger de leur existence matérielle avant tout en cas d'événements personnels fâcheux, tels l'invalidité due à l'accident ou à la maladie, le divorce ou la séparation, la perte de parents, etc., mais moins pour des raisons conjoncturelles ou de politique économique.

A côté de cela, il y a cependant aussi un nombre croissant de personnes vivant au-dessous du minimum vital, ou tout juste au-dessus. Ces gens ne sont pas intégrés du tout - ou alors de façon incomplète - dans le processus de travail, et leur existence n'est pas non plus assurée de par les membres de leur famille. Ce sont pour une part des personnes d'un certain âge, fort nombreuses, qui ne disposent d'aucune réserve et doivent se contenter des rentes AVS, des gens inaptes aux rendements exigés ou des gens qui ne peuvent subvenir à leurs besoins pour des raisons de santé, en particulier des victimes de drogues dans son sens le plus large.

D'autre part, ce sont surtout des femmes, notamment les mères élevant seules leurs enfants qui, du fait de leurs obligations familiales, sont soumises à des conditions de travail dépourvues de réelle protection, ou qui doivent quitter complètement la vie active. En troisième lieu, on trouve des étrangers et des étrangères, avant tout des saisonniers ou des bénéficiaires de permis annuels qui, en vertu de la discrimination les frappant en raison de la situation sur le marché de l'emploi, doivent travailler pour des salaires n'assurant pas le minimum vital.

L'approbation massive par la population politiquement active du système social en vigueur, masque ainsi les contradictions sociales qui existent réellement: le bien-être relatif des uns est flanqué de la disqualification sociale et matérielle des autres qui en même temps sombrent dans l'apathie politique. La richesse sociale n'est une réalité que pour une partie de la population, alors que le reste (croissant!) en est exclu. Il ne saurait donc être question de justice sociale, en dépit d'un haut standard de vie.

Le rôle de la femme

Malgré l'égalité formelle en droits, malgré l'évolution de la pensée féministe, malgré la lutte des femmes pour l'émancipation et la reconnaissance de leur spécificité, la condition de la femme dans la réalité helvétique est loin d'avoir atteint le niveau de ses collègues de l'autre sexe. Les structures sociales ressortissent bien plutôt à un patriarcat séculaire, qui maintient les femmes sous la dépendance sociale et économique des hommes.

Au moins depuis la formation du mode de production capitaliste a lieu une stricte séparation du travail social salarié et du travail privé non rémunéré. Les structures patriarcales veulent que cette séparation coïncide pour une bonne part avec la division du travail selon les sexes: Le travail reproductif non rémunéré et peu considéré est laissé à la femme, l'activité salariale dans le domaine de la production est affaire de l'homme. Mais comme les femmes doivent aussi assurer leur existence, elles sont forcées de combiner leur activité non rémunérée avec un travail payé, soit de leur propre chef, soit en secondant un partenaire, en général le mari. Ces circonstances entraînent nécessairement la charge double pour la femme ou la dépendance économique et, partant, sociale de la femme par rapport à l'homme.

Une des conséquences du travail ménager et éducatif de la femme est qu'elle est exclue des expériences qu'offre l'activité dans les domaines social et public. Inversement, les hommes sont privés de la vie familiale, parce qu'ils sont exagérément et continuellement astreints à mettre leur force de travail au service de la production. Les lois contre la discrimination de la femme ne changent pratiquement rien à cet état de choses fondamental, étant donné qu'elles sont déjà basées sur la séparation des domaines de la production et de la reproduction.

La conception qu'a la société de la femme comme (future) mère chargée de la reproduction rend plus difficile son accès aux postes aux exigences élevées et bien payés, même lorsqu'elle n'est pas handicapée par les tâches familiales. Cette attitude contribue à former et à perpétuer les professions prétendument féminines, peu qualifiées et mal rémunérées. Ce phénomène est encore aggravé par le manque d'institutions adéquates pour la garde des enfants (horaires peu appropriés des écoles, une architecture tenant aussi peu compte des besoins des enfants que la planification des villes); ces facteurs renforcent la tendance à attribuer aux femmes du travail à temps partiel, non protégé.

Les assurances sociales aussi envisagent sans rémission l'image patriarcale de la femme comme critère de leur fonctionnement.

Cette constante subordination de la femme ne peut être éliminée par une simple mise à égalité formelle. Il est plutôt indispensable d'obtenir coûte que coûte l'autonomie économique et sociale de tout être à même de subvenir à ses besoins, en octroyant aux femmes comme aux hommes la possibilité d'obtenir un travail propre à assurer leur existence - un emploi correspondant à leur formation et à leurs capacités. Pour y parvenir, il faut que tout le travail ménager et consacré à la famille, l'éducation des enfants et les loisirs à partager avec eux soient répartis également entre les deux parents.

L'internationalisation#de la société suisse

Un trait typique de la société suisse depuis la fin du siècle passé est son internationalisation latente, mais constante. Les personnes du midi européen, notamment d'origine italienne et espagnole, fournissant les gros contingents de l'immigration.

Cette affluence d'étrangers dans notre pays a pour origine un déséquilibre économique patent, comme c'était déjà le cas autrefois. Ce qui se manifeste au niveau national sous forme d'abandon de la campagne par une population

désireuse de gagner les villes à la recherche de travail, de revenus améliorés et de progrès social - a également lieu par delà les frontières, selon la situation de l'économie. Au cours de la conquête des marchés mondiaux par les groupes internationaux, les activités industrielles ont été détruites et, surtout, leur base d'existence ancienne ôtée aux paysans dans de nombreux pays d'Europe méridionale et de l'hémisphère sud; ce sont surtout les paysans qui ont été privés de leur ancienne base d'existence. La suite en a été la pauvreté et le chômage massif qui contraignent beaucoup de gens à quitter leur patrie et à chercher à l'étranger de quoi nourrir leur famille.

Cette situation de détresse est aggravée encore dans différents pays par la répression politique. Dans ce contexte, des motivations politiques viennent s'ajouter aux raisons économiques de la migration. Ces deux raisons ont cependant une origine commune et ne peuvent pas être traitées de manière isolée.

Les milieux dirigeants de l'économie suisse sont également impliqués dans cette évolution. Des multinationales telles que Nestlé, Holderbank, ABB etc. participent activement à l'exploitation économique des pays du tiers monde. Des banques suisses soutiennent des régimes réactionnaires qui méprisent les droits de l'homme, comme en Afrique du Sud ou en Turquie, par l'octroi de crédits et en accueillant les capitaux en fuite de tous les pays du monde. Le gouvernement suisse entretient les meilleures relations avec des gouvernements despotiques. L'économie et la politique suisses contribuent par là aux causes de l'émigration.

Une diminution importante de ces mouvements migratoires n'est possible qu'en passant par la réduction des différences économiques entre les pays. Pour cela, il faut changer de fond en comble les structures de l'économie mondiale: il s'agit d'en finir avec ce processus de pillage économique par les sociétés capitalistes au détriment des pays du tiers monde en vue de recréer mondialement un ordre économique plus juste. Il s'agit aussi de briser le monopole dont jouit le capitalisme et qui marque de manière déterminante les structures économiques des pays d'origine des migrantes et des migrants, avec son chômage de masse et l'émigration. Il s'agit enfin d'éliminer les régimes qui contribuent à ces mécanismes de pillage.

La politique à l'égard des étrangers et des requérants d'asile, qui recourt à des mesures de police et à des moyens administratifs et répressifs pour limiter le nombre des étrangers, passe à côté des véritables causes de la migration et demeure de ce fait inadéquate tant à moyen qu'à long terme. D'autre part, elle est inhumaine, parce qu'elle nie la part de responsabilité incombant à la Suisse dans la misère économique dans d'autres pays et entend abandonner les populations qui en sont touchées à leur sort.

A ce propos, il faut souligner que les intérêts des ressortissants étrangers concordent, dans leurs aspects essentiels, à ceux des salariés suisses: notamment le souci d'avoir un emploi stable et de bonnes conditions de travail, des logements à loyer modéré et favorables à la famille, un environnement sain, un système éducatif public efficace et des institutions sociales dignes de ce nom, un bon système de prévoyance pour la vieillesse, etc. Ils partagent également notre intérêt vital pour la sauvegarde de la paix mondiale. Tous sont concernés de la même manière par le chômage, par la pollution de l'environnement. Seule une solidarité des plus étendue des hommes et femmes de toutes les nationalités qui habitent la Suisse permettra à cette communauté d'intérêts de s'exprimer dans des actions politiques communes et de déployer la pression sociale la plus forte possible.

La nature aux prises #avec le capital

Aujourd'hui, le développement du capitalisme n'exerce pas son influence seulement sur les conditions du travail et de la reproduction de la force de travail, les conditions de vie des travailleurs et leurs relations sociales, mais aussi sur les conditions de l'environnement, les conditions globales de la vie. Nous assistons à un processus où la nature est aux prises avec le capital qui nous appauvrit tous au niveau écologique et social, même si les biens de consommation, le prétendu bien-être et l'abondance pour une petite minorité de privilégiés augmentent.

Dans cette situation il faut en premier lieu rassembler les forces qui s'engagent à sauvegarder un environnement viable dans un mouvement, les organisations s'engageant à défendre les conditions de production comme celles demandant leur restructuration.

On ne saurait séparer les problèmes de l'environnement de la lutte de classes. Toutes les femmes et tous les hommes ne subissent pas ces problèmes de la même façon. Ceux-ci influencent différemment la qualité de vie des couches aisées et celle des autres, des pays industrialisés et celle des pays du tiers monde, etc. Qu'on le veuille ou non, les problèmes de l'environnement n'excluent en rien la lutte des classes, au contraire, ils l'accroissent et l'intensifient.

Les carences #de la démocratie formelle

La Révolution française vit pour la première fois triompher au cours de l'histoire le principe de l'égalité formelle de tous les hommes et de toutes les femmes, indépendamment de leur race, sexe, état-civil ou confession. Cette idéologie égalitariste trouve son expression politique dans la démocratie bourgeoise, telle qu'elle a commencé à se former dans notre pays dès 1798 et a été réalisée en 1848 sur tout le territoire helvétique. Nous considérons cette démocratie bourgeoise comme un acquis historique précieux, qu'il s'agit de sauvegarder, mais aussi d'élargir.

Car la démocratie bourgeoise ne réalise que partiellement les buts d'une société véritablement démocratique. Ainsi, la codécision se limite au domaine politique et étatique, à l'exclusion de l'ensemble de l'économie. Dans les secteurs des entreprises et de l'exploitation, la démocratie est complètement absente, même pour les décisions qui entraînent des conséquences affectant toute la société, comme le taux des intérêts hypothécaires, l'emploi de technologies comportant des nuisances, la fermeture d'entreprises ou le déplacement d'établissements, etc. Ce n'est que dans un cadre très restreint qu'il est possible d'influencer l'usage à faire du sol, de l'énergie et d'autres biens rares.

Mais même dans le domaine de l'Etat et de la politique, la démocratie n'est que très imparfaitement développée. Il n'y a pas de codécision dans les domaines de la police, de l'armée ou de la politique extérieure. De plus, des groupes considérables sont exclus du processus démocratique: étrangères et étrangers se voient privés du droit de vote et d'éligibilité - selon la bonne vieille coutume féodale.

Or, cette démocratie partielle même est trop souvent de nature purement formelle, sa réalisation matérielle se heurtant à de multiples obstacles. A cet égard, l'appropriation de l'organisation de l'Etat par l'économie se trouve au premier plan. Il en résulte des situations de dépendance qui font que le processus de décision démocratique devient une farce.

L'exercice d'une activité politique, et surtout la prise en charge de fonctions politiques, sont en général liés à une dépense de temps et d'argent que ne peuvent se permettre que des personnes libérées de leurs obligations et rémunérées par leurs entreprises ou leurs organisations professionnelles. En outre, lorsqu'on adopte des options progressistes, il y a risque de licenciement ou de refus d'embauche - ce qui entrave le fonctionnement normal des institutions démocratiques.

La condition préalable pour un processus réellement démocratique serait finalement une information étendue, qui donnerait la parole à tous les milieux de la population, à parts égales, tant dans la presse qu'à la radio et la télévision. Il ne saurait en être question aujourd'hui. Dans tout ce qui touche aux médias, il règne une situation comparable à une cartellisation qui n'accepte que des flux d'information unilatéraux. Ceux-ci sont de plus fortement imbriqués dans des intérêts lucratifs - à peu d'exceptions près - ce qui conduit à la préférence unilatérale donnée à ce qui est sensationnel et anormal, mais qui détourne aussi sciemment des problèmes du quotidien et empêche la prise de conscience de sa propre situation.

C'est pourquoi la démocratie ne saurait être limitée à l'exercice ponctuel de votations et élections formelles. Ce ne sont que la démocratisation de tous les domaines de la vie, la réalisation matérielle des droits et libertés démocratiques qui permettent l'autodétermination du peuple. Cette idée dépasse de loin le formalisme distordu de la démocratie bourgeoise.

Formation, sciences, culture

Les possibilités et les difficultés de l'épanouissement personnel s'avèrent notamment aussi dans les domaines de la formation, des sciences et de la culture. Les structures en matière d'éducation et de formation demeurent le plus souvent orientées par les exigences de la reproduction sociale. Cependant, il existe un nombre croissant d'enseignants qui remettent en cause le but assigné à l'école par les classes dirigeantes. De nouvelles pédagogies centrées sur l'élève mettent en avant les dimensions d'autonomie de l'individu, son esprit critique et son épanouissement en tant qu'être humain. Il convient d'encourager ces pédagogies et de prendre ses distances avec un enseignement qui se contenterait de reproduire un savoir appris par coeur.

Mais la nécessité de repenser radicalement le monde est aussi rarement transmise que l'idée que cette société peut être changée et la manière de s'y prendre.

Cette direction prise, unilatérale, est particulièrement frappante dans le domaine de la recherche scientifique. Celle-ci est pour une bonne part dirigée sur les besoins à court terme de l'économie, qui exige avant tout des résultats à faire valoir sur le marché. Cette recherche liée aux intérêts de l'économie absorbe une grande partie du potentiel humain et financier dans notre pays disponible dans ce domaine.

Il en va de même de la culture. La production et la reproduction artistiques sont soumises aux conditions du marché capitaliste. Ces conditions surdéterminent tous les processus de création et de distribution. Mais comme les oeuvres artistiques ne sont pas des marchandises comme les autres et qu'elles ont un contenu idéologique, les puissances capitalistes et leurs agents exercent sur leur production, leur contenu et leur degré d'intelligibilité une influence déterminante. Elles utilisent à mauvais escient les moyens publics de promotion et d'encouragement, recourent au mécénat privé et cherchent à diriger le marché de la culture.

Le Conseil de l'Europe définit ainsi le rôle central de la culture: la culture englobe tout ce qui permet à l'individu de se définir par rapport au monde, par rapport à la société, de même qu'à l'égard de son héritage national, tout ce qui le conduit à une meilleure connaissance de sa situation et lui donne les moyens, dans certaines circonstances, de la transformer. Les puissances capitalistes font tout le contraire, de manière à étouffer dans la création artistiques toute velléité de critique de l'état de la société.

Militarisme et surveillance

La bourgeoisie de droite considère la démocratie comme allant de soi avec son système de domination. La démocratie ne saurait exister pour ceux qui préconisent une autre forme de société, qui mettent en question les idées dominantes et même pour ceux qui aimeraient appliquer les principes de la démocratie bourgeoise.

Afin d'assurer son pouvoir, la bourgeoisie de droite a mis sur pied un gigantesque appareil de surveillance. La définition de cet espace et la surveillance elle-même sont soustraites à tout contrôle démocratique. La bourgeoisie de droite exerce son pouvoir sans limite et sans contrôle.

Pour légitimer cette pratique antidémocratique, le pouvoir construit un ennemi imaginaire tout en partant d'angoisses réelles. Pendant de longues années, il a ainsi su construire un large consensus, pas seulement pour l'édification de l'état de surveillance, mais aussi pour la militarisation de la société et pour la mise à disposition de ressources considérables en faveur de constructions militaires et de protection civile en grande partie insensées.

La détente internationale et la conscience que les problèmes urgents sont globaux, conscience qui va en augmentant, ont brisé ce consensus. Les révélations sur les pratiques de la police politique ont déclenché l'indignation à travers le pays et développé un fort mouvement pour l'abolition de l'Etat fichiste. A l'occasion de la votation sur l'initiative Pour une Suisse sans armée s'est manifestée une large opposition contre la militarisation de la société et contre le gaspillage de ressources à des fins militaires. Ces dernières années, les crédits pour la protection civile ont été le plus souvent rejetés par le peuple.

Ce changement du climat politique, dû presque uniquement aux conditions internationales nouvelles, ouvre de nouvelles possibilités pour le rétablissement des droits démocratiques et pour une démocratisation ultérieure de la société. La première tâche sera l'abolition des fonctions répressives de l'Etat telles que la police politique et l'armée soustraites à tout contrôle démocratique. En même temps il faudrait briser la militarisation de la société par l'édification de structures démocratiques dans l'administration et la justice et par le remplacement massif de fonctionnaires masculins par des femmes. Des îlots de domination masculine, autoritaire et incontrôlable, ne sont pas compatibles avec la démocratie.

La société que nous voulons #à la recherche d'une utopie

L'hégémonie du système capitaliste, basé sur l'exploitation des travailleurs et de la nature ainsi que sur la domination du tiers monde, ne peut satisfaire les besoins sociaux de l'homme en harmonie avec son environnement.#Le PST/POP s'engage à dépasser ce système, avec comme horizon une société socialiste, le dépérissement de l'Etat, l'abolition du salariat, une société sans classes, une société communiste.

Le socialisme en tant# que processus autodéterminé

Le PST/POP ne se contente pas du meilleur capitalisme possible, il lutte pour un ordre social socialiste. Il n'y a pour cette société ni modèle, ni exemple préétabli, elle doit être façonnée en cours de son évolution.

Cette société socialiste mettrait au premier plan de ses valeurs celles de l'humanisme et de la solidarité, c'est-à-dire celles de la paix et de la justice sociale, du respect de la vie et de l'environnement, de la codécision de tous et d'une démocratie complète. Il n'y aurait plus de rapports d'exploitation et d'oppression entre les êtres humains, entre hommes et femmes, entre ressortissants de différentes nations et peuples.

Cette société ne serait pas un paradis sur terre, elle ne serait pas un état, mais un processus. Toute société se modifie sans cesse, avec ses problèmes à résoudre, les fautes commises à corriger, les difficultés qui apparaissent et qui doivent être surmontées.

L'économie dans le socialisme

Notre idée ne va pas à une économie unifiée à direction centralisée, mais à une économie autogérée, décentralisée et démocratiquement coordonnée. A cet égard, un point central doit être l'ancrage d'une cogestion qui donne aux membres d'entreprises le plein droit de codécision en matière de production et d'investissements, de même que dans les questions relatives au personnel.

Dans l'économie socialiste existerait un marché des objets, tandis que le marché de la force de travail, où les travailleurs et les travailleuses sont eux-mêmes des objets, disparaîtrait.

Des conditions-cadre garantiraient aussi la prise en compte des répercussions écologiques lors de décisions au sein des entreprises. L'Etat fixerait par des mesures adéquates les conditions de travail pour tous et ferait en sorte que tous les membres de la société en âge d'exercer une activité professionnelle obtiennent des emplois assurant des revenus suffisant pour leur existence; de même les personnes âgées ou invalide recevraient-t-elles des rentes assurant une existence décente.

L'économie socialiste serait incorporée à l'économie mondiale. Dans cette perspective, il est probable, que se maintiennent des conditions d'échanges tributaires du marché. Il appartiendrait aux décideurs démocratiques de l'Etat de faire en sorte qu'ici encore les échanges aient lieu sur un pied d'égalité et libéré de toute exploitation, ceci grâce à des conditions-cadre appropriées. Les matières premières sont la propriété de la société. Les connaissances et le savoir nécessaire pour maîtriser les processus doivent être assurés à chacun.

L'écologie dans le socialisme

Dans la société socialiste, la symbiose avec la nature se ferait en pleine conscience des lois qu'impose l'écologie, et dans le respect qu'imposent ces lois. La relation avec la nature ne serait plus une exploitation sans freins; il s'agirait d'une interaction qui permettrait à l'homme de garantir son existence en harmonie avec les conditions naturelles.

En premier lieu, il faut créer des processus de production intégrés permettant de produire des biens à l'aide de matières premières susceptibles d'être pleinement régénérées, et d'énergies renouvelables. On renoncera aux matières produisant des nuisances, qui laissent des déchets qu'on ne peut réemployer. Il n'est plus question d'utiliser des sources d'énergie qui impliquent des potentiels de risques impossibles à évaluer, comme la fission atomique.

Pour atteindre ce but, le mode de vie des hommes et des femmes doit subir des modifications fondamentales. Au lieu d'avoir les entreprises de services et de production concentrées dans des agglomérations pourvues d'une ceinture d'ensembles d'habitations éloignés, l'habitat doit se concevoir près des places de travail et le développement des quartiers sur la base de la mixité. Le transport des personnes et des marchandises doit se faire en principe par des systèmes collectifs, alors que le trafic motorisé individuel ne doit servir qu'à des besoins particuliers (cas d'urgence, transport des handicapés, livraisons en détail, etc.). Les conséquences sociales et écologiques doivent être prise en compte dans tous les processus de production.

La société civile

La société socialiste que nous voulons serait construite sur les valeurs de la solidarité et de l'humanisme, et sur l'épanouissement individuel au sein de la communauté. Le façonnement de ce mode de vie doit se faire dans la perspective consciente de cette fin, en renonçant à toutes les formes de comportement pouvant nuire à la société; le principe suprême qui préside à l'organisation doit être ici encore l'autodétermination démocratique. Dans cette société, la sécurité sociale de tous les individus serait garantie, indépendamment de leur capacité de travail. Il n'y aurait plus de division du travail selon le sexe. Les travaux ménagers et la charge de la famille seraient assurés de manière égale entre l'homme et la femme de la même manière que la répartition du travail dans l'ensemble de la société entre le travail manuel et le travail dans le secteur tertiaire.

Les domaines de l'information et de la communication occupent une place centrale. L'information ne saurait plus ici une marchandise, à vendre dans un but lucratif, mais demeure à la libre disposition de tous. Cela exclut que le droit de disposer des médias et d'autres moyens semblables de communication puisse être en mains privées. Le rôle dominant de la publicité dans les médias disparaîtrait.

La politique culturelle serait démocratique, garantirait la liberté artistique et de création et l'accès à la culture pour tous. Production culturelle et distribution n'obéiraient plus à des critères économiques, elles s'orienteraient vers l'épanouissement artistique en assurant la pluralité et la continuité de la création.

La société socialiste respecterait la personnalité des hommes et des femmes et favoriseraient leur libre épanouissement. Le socialisme part de l'idée que ce n'est ni l'égoïsme et l'isolement, ni la soif de dominer ou l'appât du gain qui correspondent à l'essence de l'homme, mais son épanouissement individuel au sein d'une communauté solidaire. L'autodétermination complète d'hommes et femmes libérés conduirait à une société socialiste diversifiée ouvrant la voie à la suppression du salariat.

L'Etat et les partis politiques

Dans une société socialiste, l'Etat ne serait pas le régulateur central de toutes les activités, tel qu'il a dégénéré dans les pays du socialisme autoritaire. Il serait bien plutôt l'instrument de la société, foncièrement démocratique dans sa structure, qui met à disposition et garantit les conditions générales de production et de reproduction.

Cet Etat ne serait cependant pas un moloch séparé de la société, mais un instrument de la société instauré démocratiquement, contrôlé démocratiquement. Tous ses actes seraient soumis à des décisions démocratiques, qui non seulement en détermineraient le contenu et la portée, mais concerneraient aussi la question fondamentale de savoir dans quels domaines l'activité de l'Etat doit s'exercer. La codécision concernerait également la nomination des détenteurs de tous les postes dans les organismes de l'Etat.

En tant qu'instrument de la société entière, l'Etat socialiste ne doit pas devenir l'outil d'une majorité légitimée démocratiquement. Une Suisse socialiste ne se comprendrait qu'avec le multipartisme. La liberté des partis serait véritablement déployée dans le socialisme, puisque toute l'information disponible dans la société serait à

disposition et que l'égalité des chances serait garantie sur le plan du financement et de l'organisation. Il va de soi qu'alors tous les membres de la société, indépendamment de leur nationalité, de leur sexe, de leur langue ou de leur situation professionnelle auraient acquis le droit illimité à la codécision politique.

L'Etat socialiste perdrait pas à pas ses attributions répressives, puisque celles-ci ne seraient plus nécessaires. De cette manière, il deviendrait un authentique instrument de l'autodétermination sociale.

Vers la société nouvelle

Le passage à la société socialiste exige la réalisation d'une autre croissance économique construite sur l'harmonie de l'homme avec la nature et sur la solidarité. La construction d'une société nouvelle correspond à un long processus dont l'élément central passe par la démocratisation générale de tous les domaines de la société.

Révolution et réforme

Le passage à la société socialiste que nous envisageons exige des modifications et des bouleversements sociaux. Un tel remaniement ne peut être irréversible et durable que s'il comprend au moins les domaines suivants:

- Economie: le processus de production et de circulation doit être soustrait au but de réaliser des profits individuels maximum et remplacé par un mode de production qui tienne compte de fins économiques et écologiques à long terme; toutes les décisions d'ordre économique seront ouvertes à l'autodétermination démocratique.

- Culture quotidienne et mode de vie: il y a lieu de dépasser le mode de vie petit-bourgeois basé sur l'isolement individuel et la reproduction privatisée (impliquant la division du travail selon les sexes) au profit d'une culture quotidienne fondée sur la solidarité et visant l'épanouissement de l'individu au sein de la société; toute discrimination sociale sera abolie.

- Littérature et arts: la littérature et les arts doivent être soustraits à leur caractère de marchandises, dont la production et la diffusion n'envisagent que des intérêts financiers immédiats, et devenir un lieu de libre déploiement artistique reflétant l'évolution de la société.

- Science et philosophie: les domaines de l'analyse sociologique et de l'appréhension théorique de la nature et de la société seront soustraits à leur rôle d'instruments visant aux profits maximum et de maintien d'une certaine domination idéologique; ils serviront de moyens affectant l'ensemble de la société pour saisir théoriquement et pratiquement l'essence du monde et en vue de l'épanouissement global, économique, culturel et social des hommes et des femmes intégrés dans leur environnement.

- Système politique: il y a lieu de transformer l'Etat et le système politique, en abandonnant son caractère répressif et d'exercice du pouvoir dans l'intérêt des classes dominantes et en en faisant un moyen d'autoadministration sociale démocratique.

L'aboutissement de ces réorientations sociales fondamentales est pour nous la révolution socialiste. Ce n'est pas là un événement ponctuel, mais un processus social global, qui peut s'étendre sur une très longue durée. Son élément central est la démocratisation générale de toutes les parties de la société. Le déroulement de ce processus ne saurait être prévu en détail, car il sera façonné selon l'autodétermination démocratique de ceux qui s'emploient à le promouvoir. Il visera à gagner des majorités successives pour la réalisation démocratique de modifications socialistes. Ce processus sera fondé sur la non-violence.

Ce bouleversement socialiste constitue le but de notre activité politique. Il devra être atteint par une multiplicité de réformes ponctuelles appelées à provoquer par des détails plus ou moins importants des modifications en direction d'une autodétermination démocratique, d'une société solidaire, d'un mode de production écologique et d'un épanouissement individuel étendu au sein de la communauté. Le contenu de ces réformes n'est évidemment pas indifférent. Ne sont progressistes que celles qui contribuent à modifier à long terme la société en fonction du but visé.

Les réformes pourront concerner l'un ou l'autre, ou plusieurs, des domaines précédemment décrits. Il va de soi qu'en dernière instance, ce sont les modifications concernant l'économie qui sont décisives. Il est cependant vrai, comme l'ont prouvé les expériences du socialisme autoritaire, que les bouleversements économiques ne sont pas durables, s'ils ne sont pas accompagnés de changements correspondants dans la société civile.

On peut en conclure qu'il n'y a pas de priorité stratégique pour des réformes dans le domaine de l'économie. Les réformes doivent bien plutôt inclure à parts égales tous les domaines vitaux, si l'on veut éviter qu'elles ne s'enlisent dans le réformisme et si l'on veut au contraire qu'elles provoquent un retournement qualitatif, c'est-à-dire un bouleversement social durable, une révolution socialiste

Les forces de changement

Les bouleversements en question ne peuvent être l'affaire d'une seule force sociale, d'une élite - quelle qu'elle soit. Ils ne seront possibles que si l'on réussit à créer en faveur des changements nécessaires des majorités, qui cependant ne sont pas nécessairement identiques dans les différents domaines de la vie.

Mais où trouver ces majorités? Il est évident que la majorité de la population a un intérêt objectif à créer une forme de société qui offre des conditions optimales pour un épanouissement individuel maximal dans le cadre de la communauté. Il est tout aussi clair que cette situation objective des intérêts ne concorde pas nécessairement avec les intérêts subjectifs visant des fins immédiates et tributaires de la conscience bourgeoise.

C'est pourquoi une orientation unilatérale, exclusivement liée à la situation de classe objective, est peu propice à créer ces majorités. Ce qu'il faut, c'est bien plutôt procéder à l'analyse de la situation d'intérêts concrète pour chaque domaine de la vie, et, en partant de là, trouver les acteurs et actrices possibles s'engageant dans les modifications visant l'avenir. Il en résulte pour le moment présent le tableau suivant:

- - Economie: les protagonistes du changement doivent être ici en premier lieu les travailleurs. Leurs activités sont pour une bonne part déterminées du dehors; ils n'ont aucune codécision qui influencerait sur la marche des processus économiques et sont de ce fait grandement entravés dans l'ensemble de leur épanouissement individuel. La lutte pour la défense des acquis sociaux et pour l'amélioration des conditions de vie et de travail reste une part importante du combat social, qui contribue à renforcer la conscience de l'aliénation objective et à mobiliser pour les changements sociaux. On trouvera des majorités appuyant des changements économiques surtout dans la classe ouvrière. Peuvent en outre constituer un support de ces changements économiques les organisations des consommatrices et consommateurs, en particulier aussi celles des locataires.
- - Culture quotidienne et mode de vie: ce sont au premier chef les femmes qui sont intéressées à la modification radicale du mode de vie petit-bourgeois, de la structure patriarcale. Responsables de la reproduction privée et du travail domestique et d'éducation, elles portent la majeure partie du fardeau social dans ce secteur. Elles sont de ce fait grandement obérées dans leur épanouissement individuel, tant dans le domaine économique que culturellement et socialement parlant. Une transformation radicale dans ce domaine devrait donc viser essentiellement la libération de la femme. Il est cependant évident que les hommes aussi souffrent de la structure patriarcale, fût-ce inconsciemment. En tant que pères nourriciers, ils sont impérativement astreints à remplir leur rôle professionnel et à en subir le stress. Un changement de situation - notamment par une répartition équitable des travaux domestiques et de l'activité salariale - est tout autant dans l'intérêt des hommes. Toutefois, comme la contradiction est ressentie plus immédiatement par les femmes, ce sont celles-ci qui présideront en première ligne aux bouleversements.
- - Littérature et arts: les protagonistes de la création et de la diffusion culturelles devront - en interaction avec leurs publics, autrement dit avec de larges couches de la population - transformer les conditions de production actuelles, restreintes et unilatérales, de manière à concrétiser la liberté culturelle de tous par des garanties économiques.
- Les créateurs privilégiés d'aujourd'hui y gagneront de nouvelles possibilités d'épanouissements et ceux que leur opposition au système a marginalisés jusqu'à présent pourront enfin travailler. La démocratie en art n'est pas affaire de décisions majoritaires, qui anéantiraient à nouveau la liberté des artistes. Elle implique un échange intelligent, une coopération entre les créateurs, les acteurs de la culture et de vastes publics. C'est en particulier grâce à l'aide des institutions publiques que peuvent être créées des conditions favorables à la création artistiques.
- - Sciences et philosophie: là encore, seule éprouvent un intérêt primordial à des bouleversements les hommes et les femmes de science dont les travaux sont régis par l'orientation vers le profit et de ce fait appauvris quant à leur contenu. Il est vrai qu'ici, la disparité entre les intérêts subjectifs et objectifs est particulièrement marquée: les savants disposés à mettre leurs connaissances professionnelles au service du maximum de profits capitalistes bénéficient dans notre société d'un statut financier et social privilégié. Prendre une direction différente équivaut souvent au renoncement à des avantages personnels; les circonstances actuelles ne laissent guère espérer qu'une majorité suive cette voie divergente. Dans ce genre d'activités aussi, le bouleversement est en premier lieu l'affaire de la classe ouvrière d'une part, des femmes de l'autre. Leurs centres d'intérêts sont négligés dans l'activité scientifique actuelle, ce qui est pour une part inhérent au système, pour une autre part dû à un choix sciemment décidé. C'est pourquoi on ne procède pas à l'analyse de la société et de la nature sous l'angle féministe, ni du point de vue des intérêts ouvriers.
- Il est indéniable que les organismes religieux dominant en Suisse, surtout leurs églises institutionnalisées, sont des piliers des conditions sociales existantes et qu'ils combattent en partie farouchement les changements visant un ordre social socialiste. Ils représentent de ce fait en première ligne l'idéologie bourgeoise dominante. Toutefois, il existe à l'intérieur de ces communautés religieuses aussi un mouvement

croissant qui considère des changements socialistes non seulement comme compatibles avec leur vision du monde, mais qui estime que cette dernière impose en fait ces changements. Les représentants de ces courants socio-religieux auront une place de choix lors de la création de majorités progressistes dans les domaines des sciences et de l'idéologie, puisqu'elles tendent dès maintenant vers les modifications en question.

- - Le système politique: sont principalement intéressées au changement dans ce domaine les personnes que le système actuel exclut en fait ou en droit d'une participation à parts égales: jeunes, étrangères et étrangers, la majorité des femmes, ainsi que d'autres groupes non intégrés au système politique. Une difficulté particulière propre à ce domaine réside dans le fait que des réformes de ce type doivent être réalisées presque exclusivement par les partis. Dans le domaine de la politique étatique au sens strict du terme, ceux-ci sont toujours les seuls instruments efficaces (en dépit de la thèse souvent avancée par la gauche non organisée). Or, parmi tous les partis existants, le PST/POP vise des modifications socialistes. Ses objectifs ne peuvent être atteints sans l'alliance et la collaboration la plus large possible avec les diverses forces de progrès et de changement - socialistes, syndicales, écologistes, humanitaires, pacifistes - dans des mouvements capable d'entraîner des majorités.
- En règle générale, il ne sera possible de trouver des majorités pour le changement dans le système politique que si l'on réussit à faire participer les groupes d'intérêts jusqu'alors pas ou trop peu représentés (étrangères / étrangers, femmes.)

Les réformes dans ce contexte seront d'autant plus durables qu'on réussira à les allier et à les coordonner avec des réformes affectant d'autres domaines. Pour augmenter les chances de réussite, il conviendra d'imbriquer les forces visant à des réformes et à des modifications sociales à long terme de manière que se forme finalement un large mouvement, un véritable mouvement populaire pour le socialisme.

Le mouvement populaire pour le socialisme

Au vu des éléments hétérogènes en présence, ce mouvement populaire pour le socialisme ne sera naturellement pas une organisation unitaire et ne connaîtra pas de hiérarchie interne. Sa structure aura bien plutôt la forme d'un rassemblement, d'une alliance stratégique, dont les parties constitutives garderont cependant leur pleine autonomie.

Le lien commun de ce mouvement sera le but d'une société solidaire, qui repose sur l'autodétermination démocratique. De cette aspiration commune naîtra la possibilité d'obtenir en commun des réformes ponctuelles. Mais en marge, tous les éléments du mouvement poursuivront leurs projets de réformes spécifiques, non coordonnés avec les autres projets.

Le mouvement aura nécessairement une structure pluraliste. Le critère d'affiliation est l'engagement pour un ordre social socialiste, ou du moins pour des réformes ponctuelles allant dans ce sens, sans qu'il soit tenu compte de la raison idéologique de cet engagement. Le mouvement se composera donc tant de socialistes de conception marxiste que d'autres.

Les supports du mouvement seront les groupes d'intérêts nommés plus haut: les travailleurs, leurs organisations syndicales, les femmes et leurs organisations, les personnes actives dans les secteurs de la culture et des médias, des associations de socialistes religieux, de scientifiques progressistes et des partis visant à l'instauration du socialisme, le PST-POP en particulier. Il n'existera ni rapport d'avant ou d'arrière-garde, ni rôles de décideurs et d'exécutants, ni aucune position à part de telle ou telle organisation. Tout membre du mouvement participera à part égale aux processus internes de la formation d'une volonté commune. Le poids des prises de position résultera uniquement de la force de persuasion émanant des points de vue présentés et de la qualité de la pratique politique constatable dans chaque cas d'espèce.

Il va de soi que cela vaut aussi pour le PST/POP lui-même. Il s'emploiera de toutes ses forces, au niveau parlementaire comme au niveau extraparlémentaire, à maintenir le cap dans une perspective socialiste à long terme, en lançant des projets de réformes en conséquence et en oeuvrant à les réaliser conjointement avec toutes celles qui pourraient être proposées. Il s'efforcera d'imposer le changement radical du système politique en vigueur, particulièrement en intégrant dans le processus politique les milieux de la population jusqu'à présent exclus. Il sera au sein de cette alliance stratégique un partenaire fiable pour tous ceux qui en appellent aux valeurs d'une société socialiste, de l'humanité et de la solidarité, de l'épanouissement individuel dans la communauté et qui entendent les réaliser dans l'autodétermination démocratique.

L'esthétique de la résistance

Bien que nous récusions une vision universaliste qui part d'un #RENV être humain# unitaire, les finalités d'une société socialiste doivent néanmoins s'exprimer dans le comportement de tous les jours. On part du point de vue que le travail est nécessaire et qu'il convient de rejeter tout mode de vie fondé sur la manie de la consommation et le

gaspillage de biens et de services par des personnes n'ayant pas contribué à leur production; s'y ajoute la critique fondamentale de l'exploitation capitaliste.

Nombreux furent les activistes de gauche des années 70 et 80 qui attendaient de leur activité politique - en sus des perspectives qu'ouvrait leur contenu - un bien-être physique et psychique. Comme le marxisme n'arrivait pas à satisfaire ce besoin de bonheur, ils se sont tournés avec le même soif d'absolu vers d'autres fins, que ce soient des modes de vie macrobiologiques, l'arrivisme professionnel, l'intégrisme religieux, etc. Ces confrontations étaient alors aussi erronées qu'aujourd'hui: le marxisme n'est pas une doctrine apportant le salut, mais une méthode d'analyse scientifique du mode de production capitaliste et du marché mondial, qui vise à modifier ces données sociales.

Or, la limite entre la science et la philosophie de la vie est tout à fait dialectique: enracinée dans le quotidien, elle doit relier les deux éléments, en établissant une relation entre le marxisme et le bien-être, en analysant les interactions, en éliminant les barrières superflues qui ont été érigées entre les deux mondes.

Comme, dans son développement historique, le marxisme a influencé de multiples façons les différents plans de la société pratique, théorique et utopique, le PST/POP ne veut pas se limiter exclusivement à la politique des partis. Il s'agit bien plus de développer la faculté individuelle et collective des hommes et des femmes, d'agir en commun et de façonner tous les rapports sociaux au-delà de tous les intérêts égoïstes, quelles que soient leurs motivations: capitaliste, raciste, patriarcale ou tributaire d'autres besoins de puissance.

Il s'agit des formes de luttes historiques entre les classes et les sexes, le combat des exploités contre les exploités et du problème d'affronter la dynamique de l'histoire. Celle-ci est tout sauf lisse et propre. Remémorons-nous tous ceux, innombrables, qui ont souffert et lutté et que les couches dominantes, avec l'aide des intellectuels qui leur ont vendu leur intellect, essaient d'enterrer et de faire tomber dans l'oubli.

Il faut aussi envisager les rapports entre l'esthétique et la politique, car, l'art s'oppose aux formes et aux contenus figés, et de comprendre que le combat, la fureur et le désespoir possèdent leur esthétique propre.

L'utopie ne signifie pas la construction du modèle fermé d'un autre monde social et la simple image contraire au réel. Le terme implique le souvenir d'une revendication irrépressible de changement des conditions humaines, qui permettra une conduite conforme aux principes humanitaires - qui fera des travailleurs les sujets de leur vie. Il signifie un appel vers un avenir qui peut naître des contradictions de l'histoire.

Ce que nous n'avons que sommairement esquissé n'est rien de plus qu'une direction à envisager. Le PST/POP ne peut ni ne veut l'explicitier, comment des buts peuvent être réalisés au niveau individuel et collectif, précisément parce que cela ne peut se faire dans les limites de la politique des partis. Le PST/POP attribue au plan de l'esthétique une très grande importance, car la musique, le cinéma, les arts visuels, le théâtre, la poésie et la prose, ainsi que toutes les autres formes d'art, contiennent une force qui est à même de produire en propre l'espérance comme une force vitale. Pénétrer avec succès le monde de l'esthétique et se l'approprier est un élément central permettant de demeurer personnellement et en communauté habilité à agir, ou de le devenir - même dans les contradictions dans lesquelles nous vivons.

Transformer progressivement la société

La voie démocratique vers le socialisme s'emprunte étape par étape. Chaque pas de réforme doit être ratifié par la majorité du peuple. Nous luttons contre l'exploitation de l'homme par l'homme et nous voulons surmonter, à terme, l'aliénation du travail. Toutes les décisions économiques d'importance doivent se prendre sur une base démocratique.

Nous prônons des changements dans les domaines suivants:

Economie

Une économie au service de l'homme

L'économie doit être au service de l'homme, elle doit satisfaire ses besoins tant matériels qu'immatériels. Nous sommes conscients que ces besoins évoluent à mesure que la société se développe; ils se façonnent sous le poids de la publicité et de l'éducation.

L'homme a droit à la satisfaction de ses besoins les plus élémentaires. Ainsi, il a droit à une alimentation correcte, à un logement convenable, aux soins médicaux, à la formation et à l'information; il a un droit au travail, à l'épanouissement de sa personnalité sociale et culturelle. Enfin, figure parmi les droits fondamentaux celui de vivre en paix, en sécurité dans un environnement intact.

Dans de larges parties du monde, ces droits et besoins fondamentaux de l'homme ne sont pas, ou pas suffisamment, assurés. Certes, notre action politique s'inscrit dans un cadre précis en Suisse; il n'empêche que nous avons conscience du clivage Nord-Sud. Entre la richesse des pays industrialisés et la misère dans le tiers monde, il y a un rapport direct, et ce fait détermine nos options et nos orientations en politique économique.

A notre sens, l'économie a pour tâche primordiale de satisfaire les besoins fondamentaux de l'homme. Manifestement, le marché à lui seul n'assure pas une distribution équitable des richesses; il s'avère que ce but ne peut être atteint que par des décisions d'ordre politique, axée sur le principe de la solidarité. Le marché, tant au niveau national qu'international, accuse la tendance de favoriser les possédants, une absurdité lorsqu'il s'agit de satisfaire de prime abord les besoins les plus élémentaires. La garantie des besoins fondamentaux et la mise en place de termes d'échange équitables dans le commerce Nord-Sud font partie des tâches que doit assumer une politique économique responsable.

La situation est tout autre dans le domaine des produits de luxe et de bien-être. Ici, la distribution par le jeu du marché se justifie parfaitement. Il y a lieu cependant de garantir la protection des consommateurs et de l'environnement, et de veiller à ce que les intérêts économiques cèdent le pas là où l'intérêt général le commande.

Codécision au niveau des conseils d'administration, autogestion

L'économie suisse est marquée par le nombre élevé de petites et moyennes entreprises (PME) Les grandes entreprises sont rares. cependant, c'est bel et bien une petite, mais puissante élite qui investit les conseils d'administration des banques, des grandes entreprises industrielles, et c'est encore elle qui décide de la solution des questions fondamentales de l'économie. Les petits porteurs s'intéressent, l'expérience le démontre, au montant des dividendes et s'en remettent, pour le surplus, aux choix "éclairés" des conseils d'administration.

Nous estimons quant à nous qu'il est possible et nécessaire que les salariés puissent influencer directement sur les décisions des conseils d'administration. Dans les pays voisins, des modèles de participation ont été mis en place et développés. A titre d'exemples l'on citera:

- - la composition paritaire salariés/actionnaires dans les conseils d'administration (RFA, loi sur la codécision, 1976);
- - la création d'actions de salariés, permettant aux travailleurs de prendre place dans les organes de l'entreprise;
- - l'acquisition de la société employeur par les salariés et sa transformation en entreprise autogérée.

La réalisation de projets de ce type en Suisse demande toutefois aux salariés une prise de conscience accrue de leur situation, une prise de conscience qui fait actuellement défaut. De même, il conviendrait que les syndicats se préparent à porter leurs revendications au domaine de la codécision au niveau de l'entreprise et qu'ils soutiennent, dans leur action concrète, des expériences de ce type. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra imposer, avec succès, que le principe de la codécision soit ancré dans les conventions collectives, et dans la loi.

Le PST/POP accueille favorablement toutes ces formes de participation, pourvu qu'elles aillent dans le sens de la démocratisation réelle du processus décisionnel dans la sphère économique. Il préfère ce type de solution à toutes les formes de nationalisation.

Le PST/POP se prononce également en faveur de la création d'entreprises gérées, de bout en bout, par les salariés qui y travaillent. Cela étant, le PST/POP est conscient que ce type d'initiatives demande souvent aux salariés concernés des sacrifices considérables. La préférence des valeurs immatérielles telles que la solidarité et la renonciation à toute forme d'exploitation du travail d'autrui constitue pour les entreprises autogérées un handicap dans la compétition économique. Il conviendrait que les entreprises autogérées jouissent de l'appui de l'Etat par des mesures concrètes: avantages fiscaux, mise à disposition de terrains appartenant à la collectivité publique, etc.

Codécision des salariés

Là où les salariés ne peuvent siéger dans les conseils d'administration, là où l'autogestion intégrale se révèle encore impossible, le PST/POP prône la participation au moins au niveau de l'exploitation. Ce type de participation contribue à diminuer l'aliénation des salariés et accroît l'autonomie à la place de travail.

Concrètement, il s'agit de prévoir que les commissions d'entreprise, démocratiquement élues, puissent codécider en matière de production (type, qualité, quantité), qu'elles aient un droit de regard en matière de politique du personnel. Pour ce qui est des questions qui restent de la compétence du conseil d'administration, il y a lieu d'instaurer, en leur faveur, au moins un droit de consultation. La défense efficace des intérêts des salariés commande que leurs représentants aient accès à toutes les informations relevant de la sphère de l'entreprise; en outre les salariés doivent être mis au bénéfice d'une formation continue. Il appartient aux partenaires sociaux et à la collectivité publique de créer des centres de formation adéquats. Les syndicats doivent pouvoir influencer sur le choix des formateurs et les programmes de formation.

La codécision tant au niveau de l'exploitation qu'au niveau de l'entreprise fait appel au rôle moteur des syndicats.

Certes, dans la foulée de la "paix du travail" les organisations syndicales ont cessé de prôner la codécision et elles se sont limitées à négocier des conventions collectives portant sur les salaires et les conditions de travail. Cependant, dans certains syndicats, l'on n'a pas oublié que l'action syndicale doit aller plus loin; cette prise de conscience se

généralise. Il est désormais pensable que les syndicats tournent une nouvelle page et abordent également le chapitre de la codécision. Le PST/POP se prononce pour une politique syndicale d'attaque et déterminée; cette politique doit accorder une priorité absolue à l'autogestion, à la codécision dans l'exploitation et dans l'entreprise et combattre l'aliénation du travail.

La codécision au niveau de l'exploitation constitue un progrès social, à condition que les salariés en fassent un usage actif et que la solidarité joue à fond. Le travailleur ne peut s'épanouir qu'au sein d'une équipe solidaire, soudée dans la lutte pour les intérêts communs. Tout droit de codécision se vide de son contenu là où la rivalité paralyse l'action commune. La codécision au niveau de l'entreprise, pour être un succès, présuppose un travail idéologique.

Contrôle du choix des investissements

Un autre aspect fondamental d'une participation démocratique dans le domaine économique est le contrôle, par les salariés, de la politique des investissements de l'entreprise. A l'heure actuelle les investissements sont décidés par la direction et l'actionnariat de l'entreprise, et ces décisions ne prennent qu'une chose en considération, à savoir le profit maximal. Or, les travailleurs et la population subissent les contre-coups de cette politique, sans avoir voix au chapitre.

Dès lors, le PST/POP demande que la politique d'investissement, tant dans l'Etat que dans l'entreprise, soit soumise à un contrôle démocratique. Ce contrôle peut s'exercer à plusieurs niveaux, et par des moyens divers (politiques, etc.).

L'on exigera en particulier:

- - la garantie de places de travail répondant aux exigences de la santé du personnel, notamment dans les secteurs informatisés;
- - la promotion d'une culture du travail axée sur l'homme, également dans le domaine des sciences informatiques;
- - la mise en place de quotas dans tous les domaines de la recherche pour assurer aux femmes la place qui leur revient;
- - l'assurance d'un large droit d'accès à toutes les informations requises pour le contrôle efficace de l'économie et des technologies nouvelles;
- - l'approfondissement de la coopération technique et scientifique internationale, le partage et l'échange du savoir, en particulier avec les pays du tiers monde.

L'Etat et le développement économique

Le PST/POP préconise une démocratisation fondamentale mais pas une étatisation de l'économie. Il faut introduire la démocratie au niveau de l'entreprise par la codécision et l'autogestion généralisée et non par un dirigisme étatique.

Les tâches de l'Etat se situent à un autre niveau. Il doit s'occuper des conditions-cadres qui remplacent l'orientation unilatérale au profit par une concurrence compatible avec les conditions sociales et l'environnement. En particulier nous préconisons les mesures suivantes:

- - coûts induits de la production à la charge de l'entreprise (élimination des déchets, coûts sociaux);
- - interdiction de productions nuisibles pour l'environnement et promotion d'investissements écologiquement avantageux;
- - mesures de police pour éliminer des produits dangereux et nuisibles à la santé;
- - dispositions pour les conditions-cadres du travail salarié, en particulier concernant la durée du temps de travail, les garanties quant aux temps de repos, la sécurité sur la place de travail et l'obligation de payer le salaire pour les cas où l'on est empêché de travailler;
- - réalisation du droit au travail par des mesures de politique économique appropriées;
- - garantie pour une formation professionnelle qualifiée par la création d'institutions de formation.

La politique financière et fiscale est du domaine de l'Etat. Les orientations pour la politique monétaire, de crédit et du commerce extérieur comme pour la redistribution de la richesse de la société à travers les impôts doivent être décidées démocratiquement.

Une des tâches de l'Etat est aussi d'orienter l'utilisation du sol et des autres conditions naturelles de la production d'après les décisions prises démocratiquement pour le développement de la société. Pour cela, il faut qu'à long terme l'Etat devienne propriétaire du sol et que le droit du particulier de disposer du sol soit transformé en un droit de jouissance. Dans ce sens, le PST/POP soutient l'introduction d'un droit de préemption aux plans communal et cantonal sur le marché immobilier et des limitations pour l'achat spéculatif de biens immobiliers.

l'écologie

Politique énergétique

Dans notre société industrialisée, ces dernières années, la consommation d'énergie a rapidement augmenté, exactement d'après le modèle américain. Même si le gaspillage n'a pas encore atteint les mêmes proportions, la consommation chez nous augmente aussi constamment depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 50, les besoins ont été couverts en premier lieu par le pétrole et la force hydraulique des régions alpêtres qui ont remplacé le bois et le charbon.

Au début des années 70, le potentiel des forces hydrauliques fut épuisé. On ne pouvait satisfaire les besoins énergétiques qu'en changeant d'approvisionnement. C'est alors que les sociétés de production commencèrent leur propagande en faveur de l'énergie nucléaire, énergie prétendument propre, comme issue et aussi comme combustible bon marché. Aujourd'hui le chauffage englutit à peu près la moitié de l'énergie consommée en Suisse, demandant ainsi une production gigantesque de courant électrique. Par cette politique à courte vue, la Suisse est devenue, en peu de temps, dépendante des centrales atomiques qui produisent environ 40% du courant électrique nécessaire.

Ce n'est que la résistance résolue contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst qui a stoppé cette politique destructrice et irresponsable. Nous savons aujourd'hui qu'on ne peut résoudre le problème du stockage final des déchets radioactifs, et que les risques que comporte l'exploitation d'une centrale nucléaire sont insupportables. Ce ne sont pas seulement les catastrophes de Three Mile Island et de Tchernobyl, mais bien d'autres avaries moins considérables qui ont fait grandir la résistance de la population contre la construction de telles centrales, et en particulier contre l'établissement de centres de stockage et de traitement des déchets radioactifs. L'abandon de la technologie nucléaire est aujourd'hui à l'ordre du jour.

Il faut chercher à résoudre le problème de l'énergie dans plusieurs directions. Il nous faut d'une part renforcer la recherche d'énergies renouvelables, d'autre part utiliser mieux et plus économiquement les sources énergétiques existantes. Et il faut avant tout réduire d'une manière drastique la consommation. Par des mesures adéquates, il faut développer les connaissances sur les limites de nos ressources et la conscience qu'un mode de vie tenant davantage compte de l'environnement est nécessaire.

Politique de l'habitat

La Suisse est un pays de locataires. Pas moins des deux tiers de la population occupent un logement ou un local loué. Dans ce petit pays à haute densité de population, les terrains à bâtir sont par conséquent rares et chers. Les campagnes parfois tapageuses pour une propriété immobilière plus large ont pratiquement échoué. La proportion des locataires est restée la même qu'il y a quarante ans.

Même dans de petites villes, les prix des terrains sont excessivement élevés et la spéculation immobilière n'a pour ainsi dire pas de limites. Les loyers augmentent, ce qui provoque une restriction du standard de vie. Les taux hypothécaires toujours plus élevés touchent les locataires comme les propriétaires de villas.

La lutte contre la spéculation et pour une habitation adéquate à des prix supportables est une des tâches prioritaires. Le PST/POP participe à cette lutte à côté des associations de locataires et d'organisations semblables. Il demande en particulier:

- - le gel des loyers, cette mesure d'urgence s'imposant vu la situation catastrophique;
 - - la dissociation des loyers et du développement du marché hypothécaire;
 - - l'imposition massive des gains provenant de ventes immobilières;
 - - des mesures de la part des pouvoirs publics pour mettre à disposition des habitations à bon marché; favoriser les habitations coopératives par des subventions fédérales.
 - - des mesures législatives pour la mise en location forcée des habitations inoccupées;
 - - la pénalisation des négligences dans l'entretien des maisons si elles ont pour conséquence la perte d'habitations;
- des restrictions sur le marché immobilier pour soustraire le sol à la spéculation.

La circulation

Une nouvelle politique de l'aménagement du territoire doit rapprocher le plus possible l'habitat des lieux de travail pour éviter une grande partie du trafic pendulaire. Un mode de production plus respectueux de l'environnement réduira les transports de marchandises sur le plan international et intercontinental au minimum indispensable.

Sur le plan national, le PST/POP demande le déplacement du trafic de la route au rail. Le renoncement à la construction de liaisons ferroviaires de haute capacité (tunnel de base du Gotthard) et l'élargissement du réseau autoroutier dans les années 70 se révèlent être des bavures catastrophiques. Il faut corriger ce développement qui va dans une fausse direction, le plus vite possible et donner la priorité absolue au chemin de fer comme moyen de transport pour les personnes et les marchandises.

Par des mesures comme la limitation de la vitesse, l'interdiction de circulation dans les agglomérations d'une certaine importance, en premier lieu dans les zones d'habitation, des privilèges pour les moyens de transport publics comme des bandes séparées pour bus et tram, il faut réduire rigoureusement le trafic motorisé individuel polluant et augmenter l'attrait des moyens de transport publics.

Il faut encourager par contre les moyens de transport compatibles avec l'environnement, comme le vélo et le solarmobile, et leur accorder des bandes spéciales au détriment du reste de l'espace réservé au trafic. La superficie des routes est déjà surdimensionnée et ne devrait plus être augmentée.

Protection de l'environnement

Le droit à une vie en harmonie avec la nature est un droit fondamental à comparer aux droits à la santé, au travail, au logement. Sa réalisation demande une plus exacte définition de la notion "vivre en harmonie avec la nature".

Il est particulièrement important que des fait que les mesures prises dans ce domaine aient des conséquences dans l'immédiat mais aussi pour l'avenir. Le respect du droit des générations futures suppose une nouvelle culture politique qui n'existe pas dans la société actuelle.

Dans les réalités d'aujourd'hui, la protection de l'environnement est avant tout un problème de redistribution des ressources. Il existe des déséquilibres incroyables, des privilèges injustifiables: la richesse des pays occidentaux industrialisés en face de la pauvreté du tiers monde, le luxe des classes possédantes en face de la lutte des salariés pour leur existence. L'attitude assez répandue parmi les premiers, à savoir empêcher les autres de jouir des mêmes commodités qu'eux en arguant d'une responsabilité écologique collective, n'est pas seulement pénible mais aussi sans aucune efficacité. Seule une redistribution rigoureuse des ressources en faveur de ceux à qui les mesures de protection de l'environnement portent préjudice peut à la longue améliorer la situation.

Pour qu'elles soient efficaces, il faut prendre ces mesures dans un contexte international. Il s'agit avant tout d'un accord sur la protection de l'atmosphère, sur la protection des animaux et des plantes dans leur environnement naturel; d'un système international de taxe sur l'énergie qui restreigne la consommation et fournisse les moyens financiers pour le développement de sources d'énergie propre dans les pays du tiers monde.

Société civile

Nous préconisons une forme de vie imprégnée des valeurs de solidarité et d'humanisme. Cette société ne connaîtra plus la division du travail selon les sexes. Il n'y aura plus d'obstacles pour l'épanouissement culturel et social de l'individu dans la communauté. Cela implique des changements fondamentaux dans plusieurs directions de la société civile.

La politique à l'égard de l'enfance et de la famille

L'enfant a ses propres droits et besoins sa situation de membre le plus vulnérable de la société exige une protection particulière cela d'autant plus qu'il est la principale victime des difficultés économiques et sociales

Le PST/POP entend promouvoir les droits de l'enfance conformément à la Convention internationale des droits de l'enfance. Ces droits doivent garantir à chaque enfant l'éducation, la formation, l'alimentation, la santé, une vie avec ses parents. Les enfants ne peuvent être contraint au travail, à la prostitution et à faire la guerre (enfants soldats). La traite des enfants doit être strictement interdite.

Le développement de l'enfant est lié à son environnement immédiat, avec la possibilité de lui procurer amour et protection. La tendance a de notre société provoquant des familles peu nombreuses, le développement des famille monoparentales et la diminution de l'espace réservé aux enfants nécessite la mise en place d'une politique qui offre davantage à l'enfant qu'un univers artificiel d'apparence trompeuse de consommation et de drogues.

Il faut créer les conditions matérielles pour renforcer le tissu social et pour le développement de la personnalité de la créativité et de la solidarité. La protection de l'enfance est inséparable de celle de la maternité et de la famille. Il est indispensable de créer les conditions matérielles les plus favorables à l'harmonie familiale.

La politique à l'égard des femmes

La politique du PST/POP préconise l'autonomie économique et sociale de tout être adulte. Femmes et hommes doivent avoir les mêmes possibilités de fournir un travail rémunéré garantissant l'existence selon leur formation et leur capacité. Pour y arriver, il faut disposer autrement du travail ménager et consacré à la famille: d'une part il faut le socialiser par davantage d'institutions de meilleure qualité pour la garde des enfants, d'autre part il faut répartir le travail qui reste d'une manière égale entre les parents ou autres personnes concernées.

Pour atteindre ces objectifs, le PST/POP préconise un système général de quota dans tous les domaines sociaux. Partout où c'est objectivement possible, les fonctions doivent être occupées à 50% par des femmes. A moyen terme en tout cas, cela est aussi valable pour le PST/POP lui-même.

Le PST/POP demande la création urgente et en nombre suffisant d'institutions de la petite enfance, de crèche, de lieux d'accueils et de garde diurne des enfants, en vue de diminuer le travail de la famille. Nous pensons avant tout l'élargissement des institutions sociales de haut niveau, dotées des financements publics adéquats, à l'adaptations de celles-ci aux structures sociales et à l'espace du quotidien, à leur démocratisation par des structures autogérées à des possibilités de développement d'initiatives propres à l'élargissement des droits des intéressés.

Le PST/POP doit promouvoir pour les femmes qui se retrouvent seules chefs de famille des possibilités de recyclages professionnels: par exemple des formation en cours d'emploi, des formations gratuites et des allocations d'études.

Répartir également entre les parents le travail rémunéré comme le travail ménager et consacré à la famille n'est possible qu'avec une diminution considérable des temps de travail. C'est une exigence prioritaire dans le domaine de la société civile. Seule la réduction des charges du travail en liaison avec un allègement dans le domaine des tâches ménagère et éducatives crée les conditions pour l'épanouissement de l'individu pendant le temps de loisir et par conséquent pour une vie individuelle, pour des activités culturelles et sociales autodéterminées.

La politique à l'égard des médias

Le PST/POP oeuvre pour la transformation progressive des moyens de communication de masse en véritables instruments de communication sociale, dans le respect et le renforcement de la liberté d'expression et de la pluralité des opinions. Tous les milieux de la population doivent bénéficier des mêmes droits dans les organes de presse, de radio et de télévision. Dans ce but, il faut empêcher la dépendance et la soumission des médias aux intérêts économiques basés sur la seule notion de profit.

A cette fin, le PST/POP se bat pour que:

- - les infrastructures techniques des médias électroniques soient gérées par les pouvoirs publics; les concessions accordées à des organismes privés pour la gestion de réseaux de diffusion par câble doivent être évoque révoquées.
- - les entreprises responsables de radio et de télévision soient régies par un statut de droit public; les concessions à des organismes privés ne peuvent être accordées que pour des radios strictement locales, à caractère de service public et sans but lucratif;
- - les programmes de radio et de télévision soient composés en vue de l'épanouissement culturel, en s'orientant vers la culture suisse, européenne et largement ouverte vers le monde;
- - le processus de monopolisation des grands groupes de la presse et de trusts de distribution soit interrompu; les quotidiens jouissant dans une région donnée d'un monopole de fait doivent être contrôlés par une instance de droit public;
- - la liberté de création, d'expression et d'opinion de ceux qui travaillent dans les médias soit sauvegardée et étendue; il faut créer dans chaque entreprise de média un organe de défense de la liberté d'expression sous la forme d'un conseil de rédaction;
- - la gestion de la publicité soit placée sous la responsabilité des pouvoirs publics, comme c'est déjà le cas à la télévision, afin d'éviter la pression des annonceurs sur les médias;
- - la Suisse soutient les efforts visant à créer un nouvel ordre de l'information; il faut notamment briser le monopole des agences de presse occidentales et renforcer la position des pays du tiers monde dans le domaine des médias.

Les moyens de communication doivent être employés dans l'intérêt de la paix. Les accords internationaux signés par la Suisse et qui interdisent toute incitation à la guerre et toute propagande raciste doivent enfin être appliqués.

La politique à l'égard des immigrés

Le PST/POP s'oppose à la politique suisse d'immigration et d'asile. Il se prononce contre l'emploi de l'armée pour refouler les demandeurs d'asile. Au lieu de s'opposer à l'immigration il préconiser que tout soit entrepris en vue de l'intégration des différents groupes de population dans une société multiculturelle.

Le PST/POP demande un statut unifié pour tous les étrangers résidant en Suisse, notamment l'abolition immédiate du statut de saisonnier. Le PST/POP demande aussi les mêmes droits politiques pour les étrangers aux niveaux communal, cantonal et national après cinq ans de séjour. Il dénonce les tentatives faites pour susciter chez les Suisses des sentiments contre les étrangers et lutte contre la xénophobie et le racisme où qu'ils se manifestent.

Les étrangers doivent bénéficier d'un droit sans restrictions quant au changement de profession, de domicile ou d'emploi. Le principe à travail égal salaire égal doit être réalisé aussi dans la relation Suisses - étrangers.

Le permis de séjour pour les étrangers doit être délivré pour une durée illimitée. Comme les autorisations sont limitées dans le temps à des fins de contrôle, la possibilité de prolongement doit être fixée par la loi et le droit de retour doit être garanti. Les étrangères et les étrangers qui ont grandi en Suisse doivent avoir le droit de s'établir en Suisse comme celui d'y retourner. Tout étranger qui réside en Suisse depuis cinq ans sans interruption doit avoir droit à la naturalisation simplifiée.

Un des droits les plus fondamentaux est celui de vivre avec sa famille. L'autorisation de séjour doit donc dès le début inclure les membres de la famille les plus proches, et cela indépendamment de l'état civil du moment. En outre, il faut régulariser la situation des immigrés clandestins.

En ce qui concerne les assurances sociales, les immigrés doivent être traités de la même manière que les résidents. Il faut veiller à ce que, quelle que soit sa nationalité, l'assuré bénéficie, pour des mêmes cotisations, de prestations identiques.

La mise à disposition d'installations publiques et privées doit permettre aux étrangers de maintenir une relation positive à l'égard de leur culture, même dans l'émigration. A cette requête s'associe également l'idée que, lors de l'élaboration des programmes scolaires et d'apprentissages, l'on tienne compte d'un enseignement de la culture du pays d'origine et que celui-ci soit reconnu comme une branche à part entière et d'importance équivalente.

En même temps il faut offrir aux étrangers toute possibilité d'accès de la culture suisse par l'offre de cours d'introduction à la langue locale et par la possibilité de connaître nos structures. Une attention particulière sera donnée aux femmes pour lesquelles l'intégration est généralement plus difficile, étant donné qu'elles doivent surmonter des obstacles sociaux plus considérables.

La politique d'immigration doit être contrôlée démocratiquement et soustraite à la police et à l'armée.

La politique de la santé

Le PST/POP lutte pour une assurance maladie obligatoire, incluant tous les y compris les soins, dentaires et de médecine alternative. Celle-ci doit prévoir des indemnités journalières assurant les besoins vitaux. Il ne peut être fait de différence selon le sexe dans le calcul des primes d'assurance.

Le PST/POP oeuvre pour un système de santé publique efficace et répondant aux besoins des personnes. Il s'agit là surtout d'améliorer les conditions de travail du personnel, notamment de réduire les temps de travail pour les garde-malades de façon rigoureuse.

Le développement des méthodes de traitement au moyen d'appareils perfectionnés, la multiplication des visites servant au diagnostic, les tarifs parfois abusifs, les profits réalisés par l'industrie pharmaceutique et les industries annexes expliquent dans une large mesure l'augmentation des coûts de la médecine. Pour remédier à l'explosion des coûts, il faut établir un contrôle rigoureux dans tous les domaines, limiter les marges de profits notamment sur les médicaments et coordonner l'équipement et l'activité des hôpitaux.

La médecine préventive et l'organisation des soins à domicile et de soins ambulatoires doivent être développés. La médecine du travail et la prévention des accidents et des maladies professionnelles doivent être développées. La prévention de la santé globale et donc aussi psychique de l'individu doit être faite sous toutes les formes possibles pour permettre soit à l'enfant soit à l'adulte de développer son évolution dans les meilleures conditions possibles et de vivre en harmonie avec lui-même.

Le vieillissement de la population est un processus connu. Une de ses conséquences est l'augmentation des besoins en matière de soins. A cet égard, il est nécessaire de développer les mesures de maintien des personnes âgées à domicile et d'augmenter les capacités d'hébergement médicalisé des personnes âgées handicapées.

Il faut également soutenir les revendications pour une psychiatrie plus libre, notamment la création de communautés d'habitation thérapeutiques. Il faut enfin rechercher des solutions nouvelles contre la dépendance à l'égard de toutes les drogues et pour la décriminalisation de leur consommation.

Les assurances sociales

Le PST/POP demande un système unique et généralisé d'assurances sociales basé sur le principe de la solidarité. Celui qui pour une raison quelconque n'est pas en mesure de se procurer le revenu nécessaire à son existence doit avoir droit à des prestations d'assurances adéquates.

Ce système doit fonctionner indépendamment de l'état civil et du sexe. Il faut abolir les inégalités entre femmes et hommes.

Pour assurer l'existence des personnes handicapées et âgées, les rentes doivent être augmentées d'une façon considérable. Le premier pilier AVS/AI doit être élargi dans le sens d'une véritable retraite populaire garantissant à lui seul l'existence. Le deuxième pilier doit devenir une assurance complémentaire et non obligatoire où le libre passage est garanti.

Une assurance maternité généralisée doit être enfin introduite dans le système d'assurances sociales comme le demande la constitution depuis 1949. Elle doit garantir l'existence et les frais médicaux pendant la grossesse et après l'accouchement et rendre possible un congé parental pour soigner le nouveau-né pendant au moins une année.

Le système d'assurances sociales, doit être dans la mesure du possible, séparé de la situation salariale. Dans ce sens, les prestations doivent être indépendantes des cotisations et les déductions salariales restreintes. Le financement de l'assurance sociale doit être assuré en premier lieu par les finances publiques.

Politique de la formation

Le PST/POP s'oppose à ce que la formation, les sciences et la culture soient mis au service d'intérêts de l'économie. Il exige au contraire que ces domaines subissent une transformation visant à l'épanouissement individuel et social.

L'éducation ne doit pas se limiter à la simple transmission du savoir technique et professionnel ni à la reproduction passive des structures sociales. Il faut assurer à chacun quels que soient son sexe, son origine sociale, sa santé, sa nationalité, la formation de base non seulement pour acquérir un métier, mais pour conduire son existence de façon autonome, pour communiquer, coopérer, défendre ses intérêts de travailleuses et de travailleurs.

Toute spécialisation prématurée hiérarchise le système de formation, accroît l'étanchéité de ses divers secteurs et favorise le maintien d'une société élitaires et antidémocratique. Tester les élèves pour les sélectionner avant qu'ils aient pu trouver leur voie et y faire leurs preuves, équivaut à tester le milieu familial. Ces moyens antidémocratiques doivent disparaître en faveur d'une orientation continue pour laquelle élèves, parents, enseignants, psychologues et sociologues doivent collaborer. Le droit de codécision des parents doit être garanti. Les exigences de l'école demandent une formation continue des enseignants pour que les connaissances pédagogiques puissent se traduire dans la pratique.

L'éducation préscolaire gratuite doit être développée et ouverte à tous les enfants, dès l'âge de 4 ans au moins. La scolarité obligatoire devrait être partout d'au moins 10 ans. Les classes devraient toujours réunir garçons et filles.

Le PST/POP demande une formation professionnelle de haut niveau, qui donne une place importante à l'enseignement de la culture générale. Le contrôle des places d'apprentissage doit être renforcé. L'Etat doit créer des ateliers d'apprentissage. Les apprentis doivent bénéficier d'un salaire minimum couvrant le coût de la vie.

Le PST/POP demande que l'école soit l'endroit privilégié pour une politique interculturelle la valorisation et la mise en rapport dialectique et enrichissante de chaque culture qui assure, ainsi que le lieu où l'on valorise la femme dans son rôle dans la construction de la société.

L'Etat

Le PST/POP demande la démocratisation générale de l'appareil d'Etat. Il ne devrait pas exister pas de fonction d'Etat soustraite au contrôle démocratique et au droit de cogestion. Dans l'ensemble des organes de l'Etat, il faut introduire la parité des sexes, principe qui ne tolérerait des exceptions que dans de rares cas matériellement justifiés.

Une Suisse sans armée

La société suisse est imprégnée de militarisme et de protectionnisme en contradiction flagrante avec la situation globale et les conditions de société de notre époque. Il devient toujours plus évident que ni l'armée ni la protection civile ne remplissent une fonction de défense réelle. En Europe, on ne survivra pas à une guerre. Celle-ci signifierait la fin de l'humanité.

Dans cette situation, la seule politique réaliste en matière de défense est l'abolition pure et simple de l'armée. Il faut en finir tout de suite avec le gaspillage des ressources humaines, économiques et écologiques, avec le bétonnage du sol pour des emplacements militaires, avec les atteintes à l'environnement par des places de tir et d'exercice. Le grand écho rencontré par l'initiative #RENV Pour une Suisse sans armée# prouve que, dans notre peuple, la compréhension pour ces problèmes grandit rapidement. Dans l'immédiat il faut réduire les temps d'instruction et les cours de répétition, abolir la justice militaire et introduire un service civil pour les objecteurs de conscience.

En même temps il faut développer une politique générale de paix avec comme but l'analyse et l'extinction des sources de conflits. Un institut de la paix doit fournir les bases de cette politique. Celle-ci comprend aussi la lutte en Suisse contre la mentalité de bunker exprimée par la protection civile et contre une image militariste de la virilité. La ligne directrice de cette politique de paix n'est pas seulement d'éloigner des conflits de notre pays, mais surtout de participer activement à la construction d'organisations supranationales qui rendent la solution pacifique des conflits possible et proscrivent le moyen anachronique de la violence militaire.

Justice et police

L'appareil de justice et de police est par sa structure même orienté vers la protection des conditions sociales existantes à l'endroit de tout changement. C'est pourquoi il se tient tendanciellement depuis toujours aux côtés de la couche sociale dominante. Dans ce sens, le terme de justice de classe est toujours actuel et pleinement justifié.

Le PST/POP demande un contrôle démocratique conséquent de l'ensemble de l'appareil policier. Il faut définir l'activité de la police d'une façon précise et détaillée. Des activités sans bases légales sont strictement interdites. La police politique doit être abolie sur le plan national comme sur celui des cantons et des communes.

La démocratisation de la justice demande que celle-ci soit plus facilement accessible aux justiciables. Il faut abolir les obstacles dressés par les frais de justice et les limites imposées à la valeur litigieuse. Au moins en matière de droit du travail, de bail et d'assurances sociales il faut renoncer par principe à percevoir des frais judiciaires.

La composition de l'appareil judiciaire doit être changée afin que toutes les couches de la population soient équitablement représentées. En particulier, il faut introduire dans les tribunaux une représentation des sexes par quota.

Tout le domaine du droit pénal doit être soumis à une décriminalisation fondamentale. En particulier, les différentes infractions contre la sécurité de l'Etat, les restrictions pénales de la liberté d'expression et la criminalisation de la consommation de drogues doivent être abolies. Il faut garantir la dépénalisation de l'avortement. Dans la mesure du possible, les peines de prison doivent être remplacées par d'autres sanctions, en particulier par l'obligation de fournir un travail d'utilité publique ou par d'autres mesures sociales. La détention sous régime d'isolement est doit être abolie immédiatement.

Parlement et gouvernement

Le PST/POP considère qu'il faut revaloriser les institutions démocratiques. Les droits d'initiatives et de référendums en particulier doivent redevenir de véritables instruments de décision démocratiques à disposition de toutes les couches de la population et non seulement des groupes économiquement puissants. Pour y arriver, le PST/POP propose de payer aux promoteurs d'initiatives et de référendums, en cas de réussite, au moins les frais d'impression des feuilles de signatures. En outre, le nombre de signatures exigées doit être considérablement réduit.

Le Conseil national devrait devenir un parlement de professionnels pour permettre aux citoyennes et aux citoyens qui ne représentent pas une organisation financièrement forte d'y siéger. En même temps, il faudrait, en sortant du Conseil, national, avoir la garantie de pouvoir retrouver son ancienne place de travail ou de recevoir un salaire adéquat de remplacement. Le Conseil national doit être, dans une mesure plus grande qu'aujourd'hui, la représentation directe des citoyennes et des citoyens. Pour éviter les inégalités dues à des circonscriptions électorales à populations fort différentes et par conséquent à des quorums parfois extrêmement élevés, les petits cantons devraient être réunis dans des circonscriptions plus grandes. Le Conseil des Etats pourrait devenir une chambre de réflexion et de consultation, dont le consentement ne serait plus exigé pour l'adoption de lois nouvelles.

En outre, il faudrait augmenter le nombre des conseillers fédéraux. Dans la situation actuelle, de hauts fonctionnaires, qui ne sont soumis à aucun contrôle démocratique et n'ont aucune obligation de rendre des comptes politiques, prennent en fait des décisions politiques. Il faudrait faire diriger les offices par des personnes élues démocratiquement, ministres ou conseillers fédéraux.

La démocratie doit garantir toutes formes d'expression politique extraparlamentaire, y compris le droit à la grève, à manifester et à la résistance non-violente

La politique extérieure

Le PST/POP demande une politique extérieure de coopération en matière d'écologie et de diminution des risques. Celle-ci exige un combat politique inlassable pour le désarmement et la paix, contre la destruction de l'environnement, contre les modes de production dommageables à l'environnement, contre l'exploitation du tiers monde et pour l'annulation des dettes de ces pays.

La politique extérieure de la Suisse est très particulière par le fait qu'elle est l'affaire de quatre départements différents et dépourvu de coordination. Mais toutes ces politiques extérieures tendent en dernière analyse à maintenir la position privilégiée d'un pays riche et à faire le moins possible de concessions. En même temps, notre pays tire le plus grand profit de son rôle de trésor du monde, d'îlot pour capitaux en fuite de toute sorte, y compris pour d'origine criminelle notoire, attirés consciemment par nos banques surtout depuis la Deuxième Guerre mondiale. A maintes reprises, certains milieux ont abusé de la neutralité suisse pour se soustraire aux normes internationales qui cherchent à empêcher cette forme de recel et d'aide aux trafiquants d'armes, maîtres chanteurs et marchands de drogue.

Pour les mêmes raisons, la politique extérieure s'est toujours gardée anxieusement et pieusement de ne rien changer quant au rapport des forces existant. La Suisse n'a donc jamais pu jouer ce rôle actif dû au statut de pays neutre et que d'autres Etats neutres ont joué en partie. Elle s'est au contraire soustraite à toute obligation solidaire en refusant par exemple d'adhérer à l'ONU. L'aide de la Suisse au tiers monde s'est bornée souvent à garantir des risques

d'exportation aux entreprises suisses. Cette attitude égoïste se manifeste aussi quant aux sanctions économiques. L'économie suisse ne refusait pas seulement de participer aux sanctions contre l'Etat raciste sud-africain, elle profitait de la situation en élargissant son propre commerce pour combler les trous laissés par la concurrence qui observait le boycott et en soutenant le régime raciste en difficulté par des crédits bancaires d'envergure et des moratoires d'intérêts.

Le PST/POP a toujours défendu le principe de la neutralité, mais dans un but diamétralement opposé. Nous le comprenons comme une politique active et solidaire avec les pays du tiers monde et l'adhésion sans conditions aux organisations internationales, en particulier à l'ONU. Dans la situation actuelle consécutive à la fin de la guerre froide marquée par la détente entre l'Est et l'Ouest d'une part, par le durcissement du problème de la dette du tiers monde d'autre part, notre pays devrait fournir une contribution substantielle à la recherche de solutions pacifiques et rationnelles des développements conflictuels entre pays riches et pauvres. Les expériences ont jusqu'à maintenant montré qu'une telle orientation ne peut tracer sa voie que contre la résistance massive de la bourgeoisie.

Le PST/POP demande que notre pays prononce l'interdiction totale de toute exportation d'armes et de matériel de guerre. Cet interdiction doit être accompagnée de mesures favorisant la reconversion des industries d'armement de notre pays.

La Suisse et l'Europe

Le PST/POP se prononce en faveur de l'adhésion de la Suisse à la Communauté européenne. Il constate que les problèmes économiques et écologiques dépassent depuis longtemps le cadre national. Influencer ces évolutions à travers une instance supranationale est dans l'intérêt de la population de notre pays. Nous voulons une Europe unie, sociale, solidaire des travailleuses et des travailleurs. Le principe de neutralité apparaît sans autre compatible avec cette adhésion: la Communauté européenne comprend déjà un Etat neutre

Le rôle du parti

La PST/POP est une organisation démocratique. Il n'est pas un but en soi mais un instrument de la pratique politique. Il fait partie du mouvement populaire pour le socialisme tout en gardant ses caractéristiques propres et son indépendance.

Son histoire et ses principes essentiels

La fondation du Parti suisse du Travail constitue un fait relativement singulier dans l'histoire du mouvement ouvrier. Le Parti communiste suisse, la Fédération socialiste suisse, la Jeunesse socialiste et les associations culturelles et récréatives qui leur étaient associées avaient été interdits par le gouvernement en 1940 et 1941. A la fin de la guerre, en 1944, se reforma un parti de gauche composé de militants de l'ancien Parti communiste, de la Fédération socialiste suisse et du Parti socialiste, rejoints par beaucoup de militants sans parti.

Ce nouveau parti, le Parti suisse du Travail (PST/POP), réunit toutes les orientations de ses composantes. Il a développé ses idées à travers de nombreux documents-programmes, en les adaptant aux changements de la situation sociale. Le présent programme se comprend comme une nouvelle étape de ce processus théorique et pratique des luttes sociales dans notre pays.

Dès son origine, le Parti suisse du Travail a affirmé ses positions originales par rapport aux partis communistes: pas de dictature du prolétariat, mais la proclamation de notre volonté d'aller au socialisme par des voies démocratiques en tenant compte des données historiques et des conditions nationales, en respectant les libertés, ainsi que le pluralisme politique et syndical.

Tout au long de son existence, le Parti suisse du Travail est resté fidèle à ces principes démocratiques. Mais ses adversaires - le gouvernement, les employeurs - ont durement réprimé ses militants et ont toujours tenté de le faire apparaître comme le complice de pratiques et de conceptions étrangères à sa politique.

Il est vrai que nous nous sommes souvent bornés à critiquer le manque de démocratie dans les pays socialistes, sans examiner les causes de ces manquements essentiels et sans mettre en évidence les contradictions existant entre notre attachement de principe aux voies démocratiques et l'évolution antidémocratique des pays de l'Est. Notre approche a été fortement influencée par la guerre froide, déclarée et confirmée dès l'issue de la Seconde guerre mondiale, et par la bipolarisation croissante du monde en camps opposés. Ces circonstances nous ont empêchés de voir et de comprendre la réalité des sociétés dirigées par les partis communistes.

Cette expérience nous amène à défendre avec toutes nos forces les objectifs vers lesquels nous nous orientons: la libération de l'individu de toute exploitation et oppression et la construction d'une société solidaire.

Nos tâches dans le mouvement pour le socialisme

Le PST/POP ne peut atteindre les buts envisagés à lui seul. Pour y arriver, il faut qu'il fasse partie d'une alliance stratégique de groupes d'intérêts différents, d'un mouvement populaire pour le socialisme basé sur la solidarité.

Dans ce mouvement populaire le PST/POP se considère comme un parti qui lutte pour le socialisme. Il ne se laissera pas enfermer dans des concordances et formules magiques, car il ne préconise pas seulement des réformes de la société capitaliste mais aussi son dépassement. Notre but n'est pas un capitalisme à visage humain, mais bien une société nouvelle telle que nous l'avons décrite dans le chapitre 4.

Dans ce mouvement populaire, le PST/POP ne représente pas une couche sociale spécifique. Il se considère comme l'association de toute femme et de tout homme animés par la même volonté de lutter pour une société nouvelle et cela sans distinction d'origine sociale, de profession, de nationalité.

Notre tribune prioritaire est l'espace public, la rue. Nous ne renonçons d'aucune manière au travail parlementaire, mais nous sommes conscients qu'il n'est efficace que quand il est porté par un fort mouvement en dehors du Parlement. Pour cette raison, il est important d'engager les hommes et les femmes directement intéressés, à partir des difficultés concrètes du quotidien, et de soutenir toute action d'entraide sociale.

L'engagement du PST/POP dans des actions communes avec tous ceux qui partagent des buts concrets communs ne signifie pas une unité à n'importe quel prix. Dans cette alliance, nous maintenons nos spécificités et notre indépendance. Pour maintenir l'unité, nous ne renoncerons ni à nos principes idéologiques et éthiques ni à nos objectifs politiques.

La solidarité avec toutes et tous qui, dans d'autres lieux et en d'autres conditions, luttent pour libérer les hommes et les femmes de la répression et de l'exploitation et pour bâtir une société solidaire restera une des caractéristiques essentielles de notre activité. Dans ce contexte, nous nous efforcerons d'entretenir des relations solidaires avec toutes les forces de gauche d'autres pays, en particulier avec les partis communistes et socialistes dans le monde entier et avec les mouvements de libération dans le tiers monde.

Structure et organisation du parti

Le parti n'est pas un but en soi, mais un instrument de la pratique politique. Il constitue la somme de la volonté et de l'engagement politique de ses membres, l'expression des femmes et des hommes qui s'y sont associés. Structure et organisation du parti doivent être adaptées afin de rendre la pratique politique la plus efficace possible.

La première condition est une démocratie interne généralisée. Dans le PST/POP, il n'existe pas de restriction quant à l'échange d'opinions et la discussion de positions divergentes. Le but de la démocratie interne est la recherche du consensus le plus large possible entre les opinions divergentes afin d'arriver à une action politique unitaire. C'est seulement par ce processus qu'une politique efficace, portée par l'ensemble du parti, sera possible.

Les caractéristiques politiques et toute l'activité du PST sont issues de la tradition humaniste et construites sur les traditions démocratiques de la Suisse et sur les multiples courants de pensée du mouvement ouvrier international. Dans notre pratique politique, nous ne prétendons pas au monopole de la vérité, mais cherchons au contraire, à prendre en compte de manière critique ces traditions divergentes pour en tirer enseignement et en faire bénéficier nos propres luttes politiques.